

L'ACTION NATIONALE

L'ACTION NATIONALE	<i>Encore et toujours l'éducation.....</i>	153
Arthur LAURENDEAU	<i>Que faire?.....</i>	154
Félix-Antoine SAVARD	<i>Méditation (poésie)....</i>	165
Léopold RICHER	<i>Pour avoir confiance... </i>	167

Chroniques

Dans la cité

Roger DUHAMEL	<i>Les jeux de la politique.....</i>	181
Frs-Albert ANGERS	<i>Participer.....</i>	191

Vie de l'esprit

Pierre DANSEREAU	<i>Sur deux congrès.....</i>	205
• • •	<i>Les livres.....</i>	209

L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE

● *Directeur: André LAURENDEAU* ●

L'Action nationale, publiée par la **Ligue d'Action Nationale**, est un organe de pensée et d'action au service des traditions et des institutions religieuses et nationales de l'élément français en Amérique. Elle paraît tous les mois, sauf en juillet et en août.

Les directeurs de la **Ligue** sont: MM. Esdras Minville, président; Roger Duhamel, secrétaire; l'abbé Lionel Groulx, Mgr Olivier Maurault, P.S.S., Pierre Homier, Eugène L'Heureux, Anatole Vanier, Arthur Laurendeau, l'abbé Albert Tessier, René Chaloult, Albert Rioux, Dr Philippe Hamel, Léopold Richer, André Laurendeau, Maximilien Caron, François-Albert Angers.

ADMINISTRATION: 3516, ave de Lorimier, case postale no 1524 Place d'Armes, Montréal.

DIRECTION: 3472, rue Hutchison, Montréal.

Le directeur de la revue, M. André Laurendeau, reçoit sur rendez-vous. Téléphone: ELwood 6777.

L'abonnement est de \$2.00 par année

Abonnement de soutien 5.00 par année

Tous droits réservés, Ottawa, 1933

Encore et toujours l'éducation

"...De plus en plus, on se détourne de l'électoralisme pour s'occuper d'éducation. Pendant si longtemps, nous avons été sidérés par l'inquiétude politique exclusive. Et pourtant, celle-ci prend les hommes quand ils sont déjà formés. Elle ne peut donc être que la résultante des forces dressées par l'éducation prépolitique. On est battu d'avance si on appartient à une collectivité où le ressort humain est faible. Les jeux sont déjà tirés quand arrive l'heure du suffrage..."

L'ACTION NATIONALE

(sous la plume d'Arthur Laurendeau, dans sa livraison de septembre 1939).

Dès décembre, la revue reprendra son volume normal: 88 pages.

... Si vous avez lu l'inscription suivante sur la bande d'adresse de votre exemplaire: **SEPTEMBRE 1939**, cela signifie que votre abonnement prenait fin en juin dernier. Nous avons continué de vous faire le service de la revue, mais vous nous aideriez grandement en nous adressant **IMMEDIATEMENT** votre \$2.00, ou en consentant un "abonnement de soutien", soit \$5.00 (C.P. 1524, Place d'Armes, Montréal).

Au sujet de la censure, on se rappellera que la liberté d'expression n'existe plus au Canada. Il ne nous est plus permis d'exprimer toute notre pensée sur certains sujets.

Que faire ?

Une revision de nos buts ne s'impose-t-elle pas? Si nous voulons vivre dans la plénitude d'un épanouissement opiniâtre, que faut-il proposer qui soit une véritable promesse d'accomplissement? En fouillant jusqu'à la racine de nos faiblesses, quelle mauvaise application des lois de la vie pouvons-nous discerner? Quelle est cette défaillance centrale qui entraîne toutes les autres?

Chacun doit donner sa réponse. Plus la nuit est noire, plus l'aurore se fait proche: tâchons de pressentir ses premiers rayons. Les yeux fixés sur l'orient, tenons nos âmes en disponibilité de réflexion tenace, d'acceptation active.

Nous avons trop méprisé les humbles commencements. Nous avons choisi d'être brillants avant d'être forts. La politique (ou la piperie des mots) nous a hypnotisés. Nous lui avons donné toutes nos énergies, toute notre flamme. La vie privée, quotidienne, intime, appliquée aux humbles succès, n'a pas su préparer les réussites définitives. Les années qui comptent sont celles où une réflexion intense prépare un maximum d'action avec un minimum de paroles. L'histoire la plus extraordinaire a commencé par trente années de méditation solitaire et a fini par trois années de vie publique.

Pour former des recommenceurs inlassés, des reconstituteurs perpétuels, il faut orienter l'homme dès le seuil de la vie: dès l'enfance; avant que la routine ne l'emure dans la passion des intérêts secondaires, dans l'ab-

solu des fanatismes; avant qu'il ne trébuche sur un égo-centrisme incurable, sur l'impuissante vanité, dans l'absorption des fausses fois: c'est-à-dire, quand le métal se peut encore plier aux trempes les plus pures.

L'heure est propice: l'heure est arrivée où individuellement et collectivement, ayant une notion plus lucide de nous-mêmes, de notre être, de nos possibilités, nous devons inscrire ce mot d'ordre: éducation, à tous les carrefours du chemin, sur tous les murs où nous nous butons, dans toutes les impasses où nous sommes engagés. Mais alors, à fond: sans restriction, sans phrases, sans bavardage, en prenant pour ainsi dire dans nos mains l'âme de nos enfants, pour les façonner virilement, leur insuffler un esprit de vérité indomptable.

Depuis Bourassa, nous piétons sur place. Peut-on parler à son sujet d'échec relatif? Examinons la forme même de son talent, de ce génie oratoire qui le destinait forcément à la politique. Aurait-il pu donner le même éclat, sans les grandes assemblées populaires, sans l'électoratisme? En dehors du mode démocratique, comment eût-il pu réveiller en nous certaines parties de la conscience nationale? Son horreur de l'électoratisme, son pessimisme averti ne pouvaient l'empêcher d'être prisonnier de ses dispositions natives. Il nous a énormément servis, mais en renforçant l'axe des préoccupations exclusivement politiques. Risquons cette considération que son amertume finale vient peut-être de ce que son action, quoique très forte, fut surtout périphérique. Ajoutons que la grande tentation d'une nature si haute devait être le mépris. Bourassa se fit janséniste, ne voulant pas

renoncer à sa mésestime de l'homme. Mais il nous a rendu d'immenses services, ne l'oublions pas. D'abord et avant tout par son antiimpérialisme. Aucune documentation, aucune lutte dans ce domaine qui ne s'inspire de lui. Là est sa force, sa continuité, son unité. Cette doctrine se heurta dès le début à la partisanerie. Après de nombreuses campagnes de discours et de presse, Bourassa débarrassa l'élite de l'esprit de parti. Les hommes sont de plus en plus nombreux, chez nous, qui ne croient plus au parti, qui ne remettent plus au parti le soin des décisions civiles; qui ne soumettent plus au parti leur faculté de penser; qui veulent juger par eux-mêmes de la valeur des doctrines et des hommes; qui considèrent comme une hérésie de l'intelligence et de la volonté le dogme de l'irresponsabilité et de l'aveuglement; qui se méfient de tous les consortiums de fanatisme égaré, où toute justice est refusée à l'adversaire et où l'on dépiste en lui les pires intentions; dont le culte a fait des Canadiens français des frères ennemis, jetés périodiquement dans des bagarres où la moitié de la population fonçait sauvagement sur l'autre moitié, et qui s'appelaient par euphémisme des élections. Bourassa nous a débarrassés de cette fougue sectaire par laquelle nous enfermions, comme des ilotes, dans la geôle du *bleu* et du *rouge*, nos idées les plus chères, nos revendications les plus sacrées. Et ces idées essentielles, nous croyions naïvement les voir triompher, quand nous en confiions la garde et la défense à l'équipe *bleue* ou *rouge*. Nous sommes-nous assez battus pour des fumées, pour des chimères, pour des prunes! Avons-nous

assez commis de ces péchés mortels contre l'intérêt national! En disant adieu à ces années ingrates, à ces pays de mirage, en voyant s'éloigner notre navire, nouvellement lesté pour des navigations plus positives et mieux conduites, rendons à Bourassa le témoignage de notre reconnaissance. La place qu'il occupe dans ce domaine, quoique négative, n'en est pas moins digne de notre admiration.

Et puisqu'il faut descendre jusqu'à l'enfant pour opérer une révolution réelle, vérifions par l'histoire des quarante dernières années ce fait qu'il nous a manqué dans le domaine de l'éducation la réplique d'un Bourassa. Le génie d'un Bourassa, transplanté sur le terrain scolaire, nous eût donné, vers 1914, des hommes neufs, attelés au parti de l'intelligence, du personalisme, des hommes aguerris, armés, conscients, ayant le sens des responsabilités, ambitieux de culture, d'approfondir en eux le sens catholique et le sens français, des hommes ayant épousé, tout jeunes, l'image secrète d'un type humain chargé de promesses civilisatrices, que personne ne voit d'abord et que la contemplation va chercher dans l'invisible et qui finit par façonner tout le charnel: capables d'assumer la direction de notre peuple, sans gaspillage de forces, sans querelles acrimonieuses, sans controverses épuisantes.

Mais on ne peut projeter sur tous les points la même lucidité, la même lumière, ni promener partout la même torche purificatrice.

Bourassa, issu des grands parlementaires anglais, nourri de l'histoire des institutions britanniques, ne pouvait éprouver qu'une grande foi dans l'efficacité des luttes

parlementaires. En surévaluant (surtout au début de sa carrière) le rôle de la politique, tôt ou tard devaient lui apparaître les tares du régime démocratique, ses faiblesses, ses dangers. Vit-il assez nettement que le remède tout indiqué, c'est l'éducation; que l'élection est une crise où l'organisme se gorge de toxiques accumulés par le temps et l'usure, que la santé s'acquiert dans les temps de calme et longtemps avant l'élection; que celui qui se rend aux urnes ne peut y apporter que l'ensemble des qualités ou des défauts acquis par l'éducation, que s'il ne montre dans la vie quotidienne que pusillanimité, égocentrisme, légèreté, il n'est pas mûr pour la citoyenneté et que le civisme ne s'apprend que dans la famille et à l'école; que toute réforme électorale commence sur les bancs de la classe primaire. Le sentiment démocratique étant devenu démagogique, il n'est exigé, ni de l'électeur, ni même du candidat aucune qualification morale ou intellectuelle, même la plus sommaire. Du reste, il faudra que les partis préparent leurs équipes par une éducation économique, sociale et nationale s'ils ne veulent pas tomber dans un discrédit qui fera évoluer l'opinion vers les régimes d'autorité.

Les héritiers de Bourassa devront donc s'inspirer de son esprit, de ce qu'il eut de fertile, en parcourant un cycle plus étendu: ce sera le rôle des générations montantes de mettre un frein à la licence démagogique en fournissant des compétences susceptibles de représenter le pays réel.



Quel climat doit régner dans l'école? Où l'instituteur doit-il puiser sa norme éducative? Dans un principe qui

peut s'énoncer ainsi: *substituer au concept de la quantité celui de la qualité*. Cette notion bien française, d'origine gréco-latine, fournit un programme nettement approprié à notre tempérament. Nous avons certes dans la peau le sens de la *belle ouvrage*. Mais n'oublions pas cette loi cruelle des minorités trop passives, condamnées à imiter chez les autres ce qu'ils ont de pire. Ainsi s'expliquent chez nous les escaliers extérieurs, les maisons entôlées, le style du papier mâché, les horreurs de la publicité, le coca-cola, les mâchées de gomme, etc., etc. Mais nous avons d'autres témoins: nos vieilles maisons, nos vieux meubles, notre vieille sculpture, notre vieille orfèvrerie, ou du moins ce qu'il en reste. Quand on examine attentivement ces vestiges significatifs, on découvre ce fond révélateur d'un tempérament imprégné du sens de la perfection. Des Américains, des Anglais ont été frappés de ces signes indicateurs d'un type humain capable d'originalité. Par un paradoxe assez bizarre, ce sont des hommes d'une autre culture qui se sont épris des richesses du passé de notre petite industrie et qui nous demandent de persister dans cet être personnel qui diversifie la production artistique de ce continent.

La chose bien faite. Voilà notre véritable vocation de peuple français; voilà l'appel intime que chacun peut entendre au-dedans de soi-même, quand il chasse l'acquit artificiel du milieu ambiant. Mais l'exécution de *la chose bien faite* est conditionnée par une disposition intérieure dont il faut favoriser le développement. Faire quelque chose et le bien faire. N'importe quoi. Aussi bien qu'il est humainement possible de le faire: non pour gagner

de l'argent, non pour le rendement matériel, non pour satisfaire la clientèle ou le patron, non pour se faire une réputation, non pour en retirer un bénéfice que l'on compte sur ses doigts, mais *pour se contenter soi-même*: pour se donner à soi-même la joie de la *belle ouvrage*, pour satisfaire à cet appétit de perfection qui fait les peuples d'élite.

Et ce besoin doit s'étendre à toutes les activités; à celles du village comme à celles de la ville; à celles du primaire comme de l'universitaire; aux plus modestes comme aux plus spéculatives: à celles du charron qui fait des essieux, de la ménagère qui fait du savon ou de l'étoffe du pays, du menuisier, du semeur, du faucheur, du musicien, de l'écrivain, du médecin.

Péguy raconte que chez sa mère, veuve et qui vivait d'un petit atelier de rempaillage, on avait la passion de la *belle ouvrage*. Le problème du petit artisan qui faisait un simple barreau de chaise était de le bien faire: arrondi, poli, gracieux, joli à voir et solide. La même exigence portait sur les parties cachées de la chaise, celles qu'on ne voit pas.

Le résultat est vite connu. On vient de le voir à l'exposition de la petite industrie. Qui en définitive conquiert la clientèle, la réputation, le rendement matériel? *La belle ouvrage*. Celle qui, en offrant une marchandise bien faite, sans bavures, sans négligences, attire l'oeil du public, des connaisseurs, commande un meilleur salaire. L'artisan qui taille dans le beau, qui tend au parfait, est toujours maître dans la concurrence. Il n'est jamais chômeur.

Affirmons, sans crainte de nous tromper, que si nous arrivons à remettre nos enfants dans la tradition de *la belle ouvrage*, toute notre vie, individuelle et collective, en sera transformée: car elle affirme à sa façon la primauté des valeurs spirituelles. Elle les incorpore à la trame des heures innombrables, consacrées à la lutte du métier. Elle plonge dans la vie, en commençant par le bas, à ras de terre. Elle exige, pour être pratiquée intégralement, une sévère option professionnelle. Au lieu de choisir une carrière parce que payante, le souci de *la belle ouvrage* nous rendra plus clairvoyants sur nos penchants réels et sur leur utilisation.

Aimer son métier: le vivre pleinement: voilà le stimulant irremplaçable. Aimer sa tâche, même la plus effacée, pour ce qu'elle exige de nos facultés dont elle force le rendement maximum. Y renouveler son enthousiasme dans la recherche de l'inconnu, de l'imprévu qu'elle décèle à tous les détours de l'effort constant. Aucune besogne n'est monotone à qui lui apporte de l'amour. On ne réussit que dans la mesure où l'on aime; et la nature nous ayant destiné au travail manuel, il vaut mieux cent fois être un bon colon qu'un mauvais notaire. Une vocation d'artiste ne discrédite que le mauvais orienteur, qui la trahit en vendant des pilules ou en jouant à la bourse. La plus grande des vénalités consiste à sacrifier le talent sur les autels de l'or.

Chacun à sa place, chacun à son poste, pour le contentement, pour la joie que donne l'adaptation réelle à un milieu donné, pour se satisfaire, pour assouvir la faim de la *personne*, pour l'aliment professionnel qui nourrit

toute la fécondité de la vie, pour la conquête de toutes les supériorités; pour faire d'un prolétaire défaillant, d'un chômeur inerte, un homme libre. Voilà de l'éducation nationale et en profondeur.

J'ai vu, comme beaucoup, des élèves de l'Ecole du Meuble, dirigés avec tant de compétence et de probité par Gauvreau, et qui portaient dans la main ou les yeux le feu sacré de *la belle ouvrage*. Ils se révélaient sans doute à eux-mêmes, sous la croûte des médiocrités recuites.

Portons maintenant dans d'autres domaines l'application de cette qualité française de *la belle ouvrage*. Pourrons-nous l'exercer dans celui de la grande industrie, des accumulations de capitaux, dans ce déséquilibre de puissance qui finit par absorber et noyer tout effort personnel, toute initiative, qui tue la liberté et engendre les dictatures? Comment faire prévaloir le respect de la personne, dans cet automatisme où l'homme n'est plus qu'un chiffre et sa fonction un numéro?

Pourrons-nous l'exercer dans la conception actuelle de la liberté, qui n'est plus française, qui s'appuie sur le nombre ou sur l'équivoque et où la diversité des vues n'aboutit qu'à l'oppression des faibles? Avons-nous actuellement, nous Canadiens français, l'impression que nous sommes des hommes libres, nous enchaînant nous-mêmes à une conviction délibérée? J'ajoute que la culpabilité retombe sur nous, qui ne réclamons que timidement, qui ne voulons que timidement ce que nous voulons, comme des écoliers en permission. Nous sommes faibles jusqu'à ne frapper nos *mea culpa* que sur la poi-

trine des autres. Personne ne se croit fautif: c'est toujours le voisin qui est le bouc émissaire.

L'éducation personnaliste seule fera de nous des êtres virils, moins préoccupés de vider les abcès de nos proches que de nous rectifier nous-mêmes.

Y a-t-il rien de plus fort, de plus beau, que de s'engager dans une idée, de la vivre vingt-quatre heures par jour: non pour en faire un sujet de polémique ou un motif d'éloquence, non pour palabrer et discuter, mais pour poser des actes, pour se compromettre?

Il faut que l'éducation personnaliste apprenne à nos enfants qu'une existence n'est pleine, n'a de sens, n'est gonflée de la sève des épreuves et des joies, ne vaut quelque chose, ne vaut d'être vécue qu'à la seule condition qu'elle incarne une idée.

Incarner une idée, cela veut dire qu'une idée part du cerveau et se répand ensuite dans le sang de nos veines, dans le réseau de nos muscles, dans le complexe de nos centres nerveux, qu'elle électrise tout l'homme, l'homme physique, intellectuel et moral, qu'elle en fait une chose unique, tout d'une pièce, tout d'un morceau, qu'il jette alors dans la balance du destin. En cette voie, c'est le premier pas qui coûte. Dès que le tunnel obscur des premières angoisses est passé, le paysage se fait lumineux.

Croire en soi: en notre destinée de peuple français d'Amérique; évoquer tous les jours de sa vie les motifs raisonnés de cette croyance; les regarder, les contempler, les réchauffer d'une réflexion quotidienne. Croire qu'un peuple qui a derrière lui quarante générations de pensée française et catholique trouve dans ces hérédités un ter-

reau fécond, un germe, une source d'initiative qui lui feront désirer les conquêtes de l'art, de l'économique, du social, de la terre (nous sommes, au dire de Siegfried, le seul peuple paysan d'Amérique) ; croire que nous apportons dans la texture américaine un élément original, complexe, riche de données civilisatrices particulières. La réflexion peut continuer dans tous les sens, cette symphonie de nos aspirations.

Pour celui qui est ainsi trempé, il n'y a pas de situation désespérée.

Arthur LAURENDEAU

Servitudes et grandeurs de l'Irlande

Les *Carnets Viatoriens* (livraison d'octobre) rapportent dans un excellent schéma l'évolution autonomiste de l'Irlande. L'histoire commence au Bill d'union (1800) qui supprime le Parlement irlandais de Dublin et efface toute trace d'autonomie. Alors commence, ou plutôt continue l'oppression du peuple irlandais. L'Angleterre affame la nation-vassale; un exode se dessine vers les États-Unis, et l'Irlande se dépeuple. La masse est pauvre, elle n'a plus de représentation politique, elle subit une sorte de martyre religieux. Puis, c'est la lente remontée, douloureuse, traversée de crises endémiques, où les prostrations sont nombreuses mais que le courage des chefs rend possible. Parfois ces chefs sont abandonnés, la partie semblerait définitivement perdue. Ils résistent. Ils réagissent. Ils ne subissent pas l'histoire, ils la créent. Le caractère du peuple irlandais, comme il est fatal, se crispe et se durcit: rançon de l'irrédentisme. Mais il mérite de parvenir à l'indépendance.

Il faut lire lentement l'exposé dépouillé que trace le P. Marcel de Grandpré de cette glorieuse ascension, en se rappelant la situation de la petite Irlande, rivée aux côtés de son redoutable adversaire, et qui finit par lasser sa volonté de puissance.

— Qui parle de fatalités historiques ?

Méditation

C'est la veille de la Toussaint. D'une rame distraite, je vais, longeant les prèles rousses et les plates-bandes des nénuphars et, d'un canot songeur, dans le gris de l'eau et les ombrages ondulés, je taille un sillage parallèle à ces bords. Cela se fait harmonieusement, sans autre bruit que celui des gouttelettes que chaque aviron désenfile. Ainsi, je m'en vais, fidèle à ma ligne collatérale et fuyante tracée comme un destin le long du rivage immobile.

Et maintenant, en cette veille de l'universel triomphe, vers un ciel qui me semble aujourd'hui plus peuplé et des musiques moins lointaines, que j'élève mon âme. Que j'entrevoie les morts glorieux et les saints qui nous donnèrent ce pays et que j'entende leurs cantiques. Tout un fleuve d'âmes coule au-dessus de moi, venues cueillir des palmes aux lieux de leurs sacrifices. Saints dont en ma pierre d'autel, je porte les reliques

*..... et vous,
saints des rapides, de l'eau vite et des remous,
saints martyrs des colliers, paquetons et portages,
et vous, saints payeurs des longs avironnages,
saints des sommeils tremblants et des mauvais couchages,
saints des matins gelés sans soleil, ni chaleur,
vous, les batteurs de neige, blancs et saints raquetteurs,
saints marcheurs consumés par des routes voraces,
et saints des poudreries, neiges, frimas et glaces,
de toutes confréries de misères et de morts,
de toutes compagnies de croix et déconforts,*

*vous tous, saints inconnus, de l'immense Toussaint,
morts pour que ce pays soit à Dieu par les miens,*

Voyez!

Voici dans la forêt l'arbre bûché,

*voici l'enfer joyeux des rouges abatis,
et le premier terroir proprement essouché,
les premiers boeufs ouvrant la première prairie;
voici le revers bleu du gras sillon d'argile,
les propos de semaille et les projets fertiles,
le commencement pâle et vapoureux de l'herbe,
et voici l'enfant blond dormant parmi les gerbes
tandis que va sa mère liant d'autres épis;
et voici par la hache et par l'équarrissage,
la maison bien taillée dans la chair des plançons,
la maison dont les coins par un juste assemblage
sont pareils à des doigts croisés en oraison;
et voici, dans les champs, la haute bergerie,
le tranquille bercail du plus parfait Berger,
la maison pastorale où s'en vont les brebis
quand tinte la sonnaïlle au cou de son clocher.*

*De toutes confréries de misères et de morts,
de toutes compagnies de croix et déconforts,
vous tous, saints inconnus de l'immense Toussaint,
morts pour que ce pays soit à Dieu par les miens,
venez ici, selon que le texte stipule,
au champ de vos labeurs, cueillir vos manipules.*

Félix-Antoine SAVARD, ptre.

Pour avoir confiance

Il y a quelque temps j'avais le plaisir de converser longuement avec un journaliste étranger qui a beaucoup voyagé, qui connaît bien l'Europe et les Etats-Unis. Tout naturellement la conversation est tombée sur le sentiment canadien-français au sujet de la politique extérieure, du lien britannique, de nos relations avec les Etats-Unis. Pour la dixième fois — n'était-ce pas plutôt la centième? — depuis la déclaration de guerre du Canada à l'Allemagne, je m'efforçais à faire comprendre à mon interlocuteur le véritable sentiment canadien qui anime le Canada français, sentiment ni antibritannique, ni antin'importe-quoi, mais proprement national, dans le sens canadien le plus large, le plus profond, le plus permanent.

Et du même coup j'exprimais l'espoir de réussir un jour à faire comprendre notre point de vue par les Canadiens d'autre langue qui nous ignorent, qui persistent à nous ignorer, à cause de je ne sais quelle barrière dressée entre les deux principaux groupes ethniques. Car s'il est vrai que les gens du Québec sont parfois enclins à n'envisager les problèmes canadiens que du seul point de vue de la province — quand ce n'est pas d'un tout petit Québec encerclé par une muraille historique — il n'est pas moins vrai que le Canada anglais reste sur ses positions, ne fait rien pour nous comprendre, se croit des droits illimités et envisage tous les problèmes intérieurs ou extérieurs — surtout extérieurs — de son unique

point de vue, sans s'occuper le moins du monde de nos réactions et de nos sentiments, amplement justifiés par notre histoire et nos traditions.

— Nous avons, disais-je à celui qui voulait bien m'interroger, l'avenir pour nous. Le temps travaillera en notre faveur. Le chiffre de notre population ne cesse d'augmenter. D'après le recensement officiel de 1931, les Canadiens français comptaient pour un peu moins de trois millions. Aujourd'hui nous atteignons trois millions et demi, ou tout près. Le collaborateur d'un quotidien de langue anglaise disait récemment que nous étions près de quatre millions, mais cela était exagéré. Nous ne serons quatre millions que dans une dizaine d'années, vers 1950.

— Mais dans dix ans, c'est bientôt, c'est demain, répondait le confrère.

— En effet. Consultez les chiffres officiels pour vous convaincre.¹ En 1911 nous étions 2,054,890. En 1921, ce chiffre était porté à 2,452,743. Dix ans plus tard, en 1931, notre population s'élevait à 2,927,990. On n'est donc pas loin de la vérité lorsqu'on dit qu'en 1941 les Canadiens français dépasseront les trois millions et demi et qu'en 1950 ils commenceront à entamer le cinquième million. Cela comptera pour quelque chose. D'autant plus que les Canadiens français, tout en conservant leur majorité dans le Québec, constitueront des îlots de plus en plus importants, non seulement dans le Nouveau-Brunswick, mais dans l'Ontario tout d'abord, puis en Nouvelle-Ecosse. Ce sont là des chiffres indéniables, qui nous inspirent une grande confiance dans l'avenir.

¹ L'annuaire du Canada, 1938, version française, p. 143.

— Les autres groupes ethniques ne cesseront pas d'augmenter pour tout cela.

— Oui, mais à un rythme de beaucoup inférieur au nôtre. En voulez-vous la preuve? Consultons ensemble *l'Annuaire du Canada*. En 1921, comme vous le voyez, les Canadiens français étaient 2,452,743 et en 1931 ils étaient 2,927,990, soit une augmentation de 475,247. Par contraste, les Canadiens d'origine britannique (Anglais, Ecossais, Irlandais et Gallois) étaient 4,868,738 en 1921 et 5,381,071 en 1931, une augmentation de 512,233.¹ Ainsi la population d'origine canadienne-française, qui était seulement de 2,452,743 en 1921, a augmenté de 475,247 en 1931, alors que la population d'origine britannique, qui était pratiquement le double de la population française en 1921, n'a augmenté que de 512,333. À remarquer que l'immigration ne jouait qu'en faveur du groupe de langue anglaise. C'est dire que nous avons maintenant nettement l'avantage.

— N'y a-t-il pas, chez vous, a demandé notre interlocuteur, des signes indiquant que votre magnifique natalité commence à baisser?

— Oui, malheureusement. Le taux de natalité a baissé chez nous depuis quelques années, à cause de la crise économique. Le même phénomène s'est produit partout. Vous direz, avec raison, que le mal de l'un ne guérit pas

¹ On a sûrement tort de prétendre que tout le groupe d'origine britannique est d'accord sur une politique extérieure et entretient les mêmes sentiments à l'égard des relations impériales. En 1931 il y avait 1,230,808 Canadiens d'origine irlandaise. Plusieurs centaines de mille de ces gens, pour des raisons évidentes, ne partagent pas toutes les vues des autres groupements britanniques.

le mal de l'autre. C'est entendu. Tout de même l'on peut dire que le taux de la natalité chez nous reste bien supérieur à celui de nos compatriotes d'autre langue. Ce qui nous donne un avantage marqué quant à l'avenir. Un économiste de chez nous et un universitaire bien connu en France et en Belgique, M. Edouard Montpetit, a appelé cela "la revanche des berceaux". Notre population s'accroît normalement, même s'il y a un déclin du taux de la natalité comparativement à celui des années passées. En ayant des enfants, les Canadiens français fortifient leur groupe ethnique et servent leur pays en lui fournissant une population saine, stable, d'esprit vraiment national.

— Vous comptez sans l'immigration. Celle-ci doit être dirigée contre vous?¹

— Nous n'ignorons rien, soyez-en assuré, des projets qui peuvent nous être défavorables. Il ne faut pas perdre de vue toutefois qu'il y a une limite à la capacité du Canada d'absorber des immigrants en grand nombre. On

¹ On lit à la page 204 de l'*Annuaire du Canada* 1938, version française: "D'une manière générale, les Canadiens préfèrent à tous autres les immigrants susceptibles de s'assimiler facilement, c'est-à-dire ceux déjà apparentés soit par le sang, soit par la langue, avec l'une ou l'autre des deux grandes races qui habitent ce pays, et préparés à assumer les devoirs de la citoyenneté canadienne. Puisque les Français n'émigrent guère, cela signifie qu'en pratique la grande masse de nos immigrants les plus désirables doit se recruter chez ceux de langue anglaise, qu'ils viennent du Royaume-Uni ou des États-Unis. Immédiatement après eux, au point de vue de la facilité d'assimilation, se classent les immigrants scandinaves, hollandais et allemands, qui apprennent l'anglais avec facilité et sont déjà familiarisés avec le fonctionnement des institutions démocratiques".

se fait des illusions sur la possibilité d'augmenter massivement la population canadienne. L'immigration a joué un grand rôle de 1921 à 1931 et cela n'a pas paru aider beaucoup le groupe d'origine britannique. (*Nous n'avons pas jugé nécessaire de préciser que c'était sous un régime libéral que l'on a voulu nous amener, de 1921 à 1930, des centaines de mille immigrants — en fait, il nous est arrivé, de 1922 à 1931 inclusivement, 1,166,004 immigrants*¹—, notre interlocuteur n'attachant pas une grande importance à nos partis politiques, étant d'avis que nos vieux partis pratiquent exactement la même politique.)

— Ainsi, la politique d'immigration, du point de vue britannique, a été une lamentable faillite de 1921 à 1931, si l'on tient compte de la faible augmentation de la population de cette origine pendant la même période?

— C'est exact. Mais outre que cette politique a été une faillite — des centaines de mille immigrants délaissent vite le Canada pour aller s'établir aux Etats-Unis—, elle n'a pas aidé, comme vous le dites, l'élément d'origine britannique autant qu'on l'eût voulu. Il y a, au Canada comme aux Etats-Unis, un *melting pot*, c'est-à-dire un processus de fusion. Allemands, Italiens, Slaves, Polonais qui viennent ici, adoptent plus ou moins rapidement la langue et les moeurs anglo-canadiennes. Est-ce à dire qu'ils deviennent Anglais? Non pas. Ils deviennent Ca-

¹ Immigrants venus au Canada de 1922 à 1931 inclusivement: 64,224 (1922), 133,729 (1923), 124,164 (1924), 84,907 (1925), 135,982 (1926), 158,886 (1927), 166,783 (1928), 164,993 (1929), 104,806 (1930), 27,530 (1931), *Annuaire du Canada*, 1938, version française, p. 202.

nadiens ou Américains. Ils n'ont pas quitté l'Europe pour continuer de s'occuper des choses et des querelles européennes. Ils sont venus ici, dans le nouveau monde, pour commencer à neuf, comme on dit. Ces gens-là, plutôt que de jeter les yeux sur l'Allemagne, l'Italie, la Russie, la Pologne, voire la Grande-Bretagne, tournent leurs regards vers le Canada tout d'abord et ensuite vers les Etats-Unis.

— Tout de même l'immigration maintiendra l'équilibre des groupes ethniques canadiens?

— En une certaine mesure seulement. Qui a étudié le problème de la population dans le Royaume-Uni, en Afrique du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande, sait pertinemment que ces pays souffrent du mal rongeur de la dénatalité. La Grande-Bretagne risque d'être incapable de fournir le contingent annuel d'émigrants qu'il faudrait envoyer dans ses Dominions pour y maintenir le taux actuel de la population d'origine britannique. Le ferait-elle qu'elle compromettrait gravement sa propre sécurité. On estime que l'Angleterre devrait envoyer dans ses Dominions d'outre-mer 200,000 émigrants par année pour y maintenir le taux de la population d'origine britannique. La métropole peut-elle se priver d'un million de sujets tous les cinq ans? C'est une impossibilité. On le sait fort bien en Angleterre, où il y a une sérieuse dénatalité.

— Vous croyez donc que l'influence française au Canada ne pourra qu'augmenter dans l'avenir?

— Aucun doute là-dessus. Des auteurs comme M. F.-R. Scott, qui a publié un ouvrage récent sur le

Canada, le disent en toutes lettres.¹ Il faut d'ailleurs s'entendre là-dessus. Personne ne croit en la possibilité d'une domination canadienne-française sur tout le Canada, épouvantail souvent agité pour attiser la politique d'immigration. Il est certain cependant que les Canadiens français constitueront, dans quelques années, le groupe ethnique le plus nombreux, le plus homogène. Et comme il est le plus canadien de tous, il s'ensuivra nécessairement une modification correspondante de l'orientation, de l'inspiration de la politique du pays. Une telle échéance est assurée. Elle ne doit effrayer personne. Elle devrait être, au contraire, un encouragement à tous les Canadiens des autres provinces — ils sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit — qui partagent nos vues sur les problèmes fondamentaux de nos relations avec les pays de l'extérieur.

— Vous parlez de vos vues sur la politique extérieure du Canada. Pouvez-vous me dire ce qu'elles sont?

— Rien de plus facile. Elles sont établies sur la géographie, l'histoire et les intérêts économiques. Vous connaissez la géographie du Canada. Vous savez que le Canada appartient à l'Amérique du Nord. Le Canada n'est pas situé en Europe. Sa frontière n'est pas contiguë à celles de l'Angleterre, de la France ou de quelque autre pays d'Europe. Le Canada n'est pas pays d'Afrique. Nous ne sommes possession africaine d'aucune puissance coloniale européenne. Le Canada n'est pas pays d'Asie. Il ne possède aucune concession en Chine, aucune île dans l'Océanie. Le Canada ne se propose d'intercepter le

¹ F.-R. Scott, *le Canada d'aujourd'hui*, p. 32.

commerce d'aucune nation étrangère, ni dans l'Atlantique, ni dans le Pacifique, ni dans la Baltique, pas même dans la Méditerranée.

— C'est évident, admit le confrère avec un sourire.

— Il n'y a pas de quoi sourire, puisque notre politique extérieure semble fondée sur une situation géographique qui n'est pas la nôtre. Pays de l'Amérique du Nord, le Canada devrait agir comme un pays de l'Amérique du Nord. Est-ce de l'illogisme? Les Canadiens français et ceux de leurs compatriotes qui ont adopté le Canada comme leur unique patrie ne le croient pas. Les Canadiens d'origine française ont tourné le dos à l'Europe depuis 1763. Aucun lien politique ne les retient à la France. Seul le lien culturel demeure. Les Canadiens français ne songeraient pas à voler au secours de la France dans une guerre que celle-ci pourrait livrer contre une autre puissance européenne. Ils songeraient encore moins à entraîner les Canadiens d'autres origines ethniques à soutenir les armes françaises. L'explication de ceci se trouve dans notre histoire.

— Et je comprends, a ajouté le confrère, que vos intérêts économiques touchent de si près à la géographie, sont si intimement liés à elle, qu'il n'y a pas lieu de développer ce point davantage. Votre structure économique ressemble à celle des Etats-Unis, mais en moins bien, à cause de votre climat plus rigoureux. Il vous serait plus difficile que les Etats-Unis de vous suffire à vous-mêmes. Vous dépendez beaucoup plus que vos voisins des marchés extérieurs, à cause de l'abondance de certaines productions et de votre population restreinte. Cela n'empê-

che pas que vous avez développé en ce pays une économie proprement américaine qui a son contrepoids, ou qui devrait l'avoir, sur votre politique extérieure. C'est cela que vous voulez dire, n'est-ce pas?

— Exactement.

— A vous détourner de l'Europe et à ne vouloir vous occuper que des intérêts proprement américains de votre continent, ne craignez-vous pas de devenir tôt ou tard la proie des Etats-Unis? Ceux-ci pratiquent une politique impérialiste pas moins dangereuse que celle de certaines puissances européennes. Vous savez ce que M. Lindbergh vous a dit. Il n'a pas mâché les mots. M. Lindbergh peut fort bien, comme on l'a laissé entendre, avoir été le porte-parole de certains intérêts engagés dans l'industrie de l'aviation. Mais la pensée qu'il a exprimée est celle d'un grand nombre de citoyens américains. Les Etats-Unis ne pratiquent une politique de paix que parce qu'ils sont les plus puissants et qu'ils obtiennent des concessions économiques sans se donner la peine de mobiliser. C'est la paix du lion. Un jour viendra où, si vous vous détachez de l'Empire, vous deviendrez la proie de l'ogre.

— Nous pouvons le devenir plus vite peut-être en pratiquant une politique européenne ou, mieux encore, en permettant qu'une puissance européenne exerce chez nous une influence prépondérante.

— Expliquez-vous. Je ne comprends pas.

— Vous parliez de la menace proférée par M. Lindbergh. Qu'a dit le célèbre aviateur? Simplement que les Etats-Unis devront exiger un jour que le continent amé-

ricain soit libéré de toute influence européenne.¹ Aussi longtemps que les événements suivent un cours normal, les Etats-Unis sont satisfaits de nous laisser entière liberté. Mais que surgisse une crise qui entraîne un pays américain dans une querelle européenne et aussitôt les Etats-Unis s'aperçoivent des dangers de la situation. Ils n'aiment pas intervenir dans une querelle étrangère uniquement parce qu'un voisin a jugé bon de s'en mêler. Les Etats-Unis ne s'engagent pas à protéger les nations américaines contre toute agression extérieure par pur dévouement. Ils le font parce que leurs intérêts sont en jeu, parce que leur sécurité serait mise en danger par l'établissement d'une grande puissance étrangère à leur frontière.

¹ "Nous devons protéger nos nations-sœurs américaines contre l'invasion étrangère, tant pour leur bien-être que pour le nôtre. Mais, en retour, elles ont un devoir envers nous. Elles ne doivent pas nous mettre dans la situation d'avoir à les défendre en Amérique pendant qu'elles sont engagées dans des guerres à l'étranger. Pouvons-nous en toute justice permettre à aucun pays d'Amérique de fournir des bases à des navires de guerre étrangers, ou d'envoyer ses armées se battre à l'étranger pendant que chez lui il jouit de notre protection? Nous désirons la plus grande amitié avec les gens du Canada. Que leur pays soit jamais attaqué, notre marine défendra leurs mers, nos soldats se battront sur leurs champs de bataille, nos aviateurs mourront dans leur ciel. Mais ont-ils le droit d'attirer cet hémisphère dans une guerre européenne simplement parce qu'ils préfèrent la couronne d'Angleterre à l'indépendance américaine?"

"Tôt ou tard nous devons exiger l'affranchissement de ce continent et des îles qui l'entourent de l'inspiration de la puissance européenne. L'histoire américaine indique clairement cette nécessité. Tant que les puissances de l'Europe maintiendront leur influence dans notre hémisphère, nous sommes dans l'occasion prochaine d'être pris dans leurs difficultés. Et elles ne laisseront passer aucune occasion de nous y mêler." (Extrait du discours de M. Charles-A. Lindbergh, vendredi 13 octobre 1939. Le *Devoir*, Montréal, 16 octobre 1939.)

Les Etats-Unis s'opposeront de plus en plus dans l'avenir, soyez-en sûr, à ce que la politique d'un Etat américain les contraigne à quitter leur splendide isolement.¹

— Mais alors vous ne vous libéreriez d'un lien européen que pour tomber sous la domination étatsunienne?

— Le mot d'André Siegfried reste vrai: *L'indépendance du Canada est faite de deux dépendances*. Du point de vue financier, industriel et commercial, nous dépendons et du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Du point de vue politique, la dépendance du Royaume-Uni est visible, même sous le manteau de la liberté, alors que nous jouissons encore d'une entière et réelle indépendance politique vis-à-vis de Washington. Telle est la situation présente. L'aventure européenne dans laquelle nous nous lançons aura-t-elle pour effet de modifier l'équilibre des forces? C'est à prévoir. Après la guerre, pour peu que le conflit se prolonge, l'Angleterre, de nation créancière, deviendra nation débitrice: la métropole sera en dettes vis-à-vis du Canada. Sa position politique sera affaiblie d'autant. Et tout ce qui diminue l'emprise britannique au Canada augmente l'influence américaine. Ainsi notre politique extérieure actuelle peut bien avoir des résultats tout à fait opposés à ceux qu'on en attend.

— Ne voyez-vous pas le danger de l'influence américaine sur la politique canadienne, tout particulièrement pour les Canadiens français? Je comprends qu'un groupe

¹ "Nous nous disons pourtant que le Canada — et il le sait bien — n'est libre qu'aussi longtemps que les relations sont bonnes (avec les États-Unis): il ne pourrait pratiquer, à l'égard de cet écrasant voisin, n'importe quelle politique susceptible de l'indisposer." André Siegfried. *Le Canada, puissance internationale*, p. 210.

français parfaitement homogène de 3 millions $\frac{1}{2}$ pèse de tout son poids sur la vie d'un peuple de 11 millions. Mais imaginez votre groupe entouré par une agglomération de 140 millions d'anglophones. Ne sera-t-il pas étouffé?

— Rien ne permet de supposer que les Etats-Unis veuillent s'adjoindre le Canada, politiquement parlant. Les auteurs canadiens qui ont étudié la question sont de cet avis.¹ Cela ne signifie pas que les Etats-Unis ne soient pas prêts à profiter de la première occasion pour contrôler, en une certaine mesure, notre politique extérieure, afin que celle-ci ne nuise pas à leurs intérêts. Vous le constatez vous-même d'ailleurs: à part quelques centres loyalistes, le Canada anglais est américanisé à un haut degré. L'Ouest canadien est attiré, comme par un aimant, vers les Etats-Unis. Seul le Canada français, à cause de sa religion, de sa langue et de ses traditions, oppose de la résistance à l'américanisation. Là encore, notre groupe ethnique joue un rôle important. Il est dommage que les Canadiens loyalistes et impérialistes ne s'en rendent pas compte. Pour nous protéger contre l'impérialisme américain, il deviendra peut-être nécessaire de relâcher davantage le lien qui nous unirait à un impérialisme européen.

— Cela me paraît juste et conforme à votre situation. Mais dites-moi, comment se fait-il que cette politique de bon sens n'ait pas été exposée par des dizaines de vos députés au Parlement canadien?

— Vous touchez un point névralgique. A vous dire vrai, les députés de langue française aux Communes de

¹ John-A. Dafoe 1, *Canada: an American nation*, p. 93.

même que nos représentants au Sénat, en grande majorité, n'ont plus rien de commun avec la population qu'ils sont censés représenter. Nous avons affaire à des politiciens, à des hommes qui manquent d'envergure, souvent même de culture. Ils sont libéraux ou conservateurs, selon les principes d'une vieille école politique canadienne. Et avant d'entreprendre quoi que ce soit, il faut balayer chez le Canadien français ses attaches politiques au passé. Une génération se lève qui répudie les appels à l'esprit de parti, les querelles vides de sens, les paroles creuses. A moins d'accepter de mourir, le Canada français doit se réformer et se hausser à la taille de la tâche à accomplir. A l'heure présente, les politiciens sont nos pires ennemis.

— Ne craignez-vous pas, pour le moment, les réactions des autres groupes canadiens?

— Nous ne serons pas à nos premières épreuves. Notre histoire est une suite ininterrompue de brimades, de luttes, de victoires, d'abandons et de ressaisissements sauveurs. Nous avons, au surplus, la ferme conviction que nous travaillons au meilleur intérêt du Canada tout entier, lors même qu'on s'évertue à faussement représenter nos sentiments. En outre, il ne faut pas oublier que, lorsque la paix nous sera rendue, la puissance électorale du Canada français sera plus considérable que jamais. Tout gouvernement soucieux de l'unité canadienne s'efforcera de ne rien faire qui puisse créer, chez un groupe aussi nombreux que le nôtre, des ressentiments profonds, tenaces, inoubliables, qui rendront impossible toute entente réelle et sympathique entre les deux principaux groupes de la population. Si, par malheur, l'on perdait

tout sens de la mesure et de la prudence, ce serait infiniment regrettable. Mais nous ne l'aurons pas voulu. Voyez avec quelle modération se comportent nos journaux sérieux et les hommes publics qui ont conscience de leurs responsabilités. Et n'oubliez pas qu'un groupe de plus en plus respectable d'Anglo-Canadiens instruits sont à devenir aussi canadiens que nos gens, d'un canadianisme réfléchi, stimulé par la présence du Canada français.

— Tout de même, je ne pense pas sans tristesse au destin tragique des petits peuples qui ne peuvent jamais, quoi qu'ils fassent, secouer les tutelles gênantes.

— Ce que vous dites s'applique tout d'abord au Canada tout entier: "Le Canada, comme la Belgique, et pour les mêmes raisons, a écrit M. Siegfried, demeure une création précaire, et cependant susceptible, dans les conditions de l'équilibre existant, de se maintenir à peu près indéfiniment. Il a maintenant vécu assez longtemps pour s'être fait une personnalité, à laquelle il ne veut pas renoncer".¹ Or cela est encore plus juste quand on songe au Canada français. Et pourtant rien n'indique qu'il se résignera à disparaître dans la grande masse américaine. Quand un peuple est catholique et français, il n'accepte pas facilement de mourir. Notre histoire, depuis 1763, n'est pas faite de victoires et de conquêtes militaires. Elle est la chronique d'une résistance obstinée à toutes les tentatives d'assimilation. Elle n'est belle que de nos efforts de survivance. Elle contient des leçons de persévérance et des gages de durée.

Léopold RICHER

¹ *Le Canada, puissance internationale*, p. 222.

CHRONIQUES

Dans la cité

Les jeux de la politique

Leur combat

Rarement aura-t-on autant épilogué sur le résultat d'une élection provinciale. Les opinions, cela va de soi, se partagent la gamme des sentiments. Chez les uns, qui avaient espéré davantage de la clairvoyance de notre peuple, l'abattement est visible. Les hommes de parti, *bleus* ou *rouges*, sont ou réjouis ou démoralisés, pour des raisons strictement personnelles. Ces derniers ne nous intéressent pas.

Ce fut une lutte extrêmement passionnée et, par certains côtés, d'une bassesse consommée. La presse partisane, pour sa part, ne craignit pas de se salir les mains de la boue qu'elle lançait à profusion. En un moment très grave, où l'unanimité nationale est urgente, nos compatriotes préféraient se murer dans leurs préjugés.

Les questions en jeu, brouillées à dessein, se résumaient simplement. Il s'agissait de porter un verdict sur l'administration de l'*Union nationale*. Si nos politiciens s'étaient bornés à la discussion des problèmes provinciaux, la réélection de M. Duplessis n'eût pas été un témoignage de réprobation à l'égard de la politique d'Ottawa et la victoire de M. Godbout n'eût pas signifié autre chose que le désir de changer nos administrateurs.

Des deux côtés, on a voulu aiguiller l'attention de l'électeur sur l'autonomie et les menaces de conscription militaire. C'était une déviation regrettable. Elle faussait inévitablement le sens du vote. La répercussion dans les

autres provinces ne pouvait que nous être défavorable. Grâce à une campagne insidieuse de nos politiciens et de la presse à leur dévotion, nos concitoyens de langue anglaise devaient considérer un succès électoral de M. Duplessis comme une répudiation de nos représentants fédéraux, de même qu'ils n'ont pas hésité à saluer le retour au pouvoir de l'équipe libérale provinciale comme un blanc-seing accordé au ministère King. Les Anglo-Canadiens éclairés ne jugent pas aussi catégoriquement; nous avons cependant procuré d'excellents matériaux pour alimenter la propagande impérialiste.

Comment se fait-il que les électeurs québécois, qui avaient manifesté nettement il y a trois ans leur mépris du gouvernement Taschereau, ont reporté leurs suffrages au même parti et à peu près aux mêmes hommes? De ce fait, voici quelques explications, dont aucune ne s'exclut, et qui se complètent l'une l'autre:

1. le chantage à la démission exercé par les ministres fédéraux canadiens-français.—Nul doute que ce fut là, en de nombreux cas, le facteur décisif. Réflexe de peur: ceux qui, théoriquement, nous défendent à Ottawa, vont nous quitter. Ce sera aussitôt un cabinet d'union dont l'un des premiers actes sera d'imposer le service militaire obligatoire. Tandis qu'en élisant les hommes qu'appuient M. Lapointe et ses collègues, nous conservons, si mince soit-elle, notre part d'influence dans l'organisation de notre participation militaire.

Même si nous jugeons sévèrement certaines des attitudes de M. Lapointe, nous croyons que son rôle à Ottawa peut être encore précieux pour ses compatriotes. Mais

nous considérons que ce rôle eût été grandement facilité par la défaite de M. Godbout. Nous nous sommes déjà expliqué sur ce point. Ce qu'il importe de marquer ici, c'est que les électeurs ont préféré tout consentir à M. Lapointe pour qu'il demeure à son poste. Signe de confiance assez rare dont le bénéficiaire devra se rendre digne. Nous souhaitons que les circonstances actuelles fassent apprécier à M. Lapointe le magnifique témoignage de sa province.

2. la volonté arrêtée de bouter dehors M. Duplessis.— Ce sentiment révèle un état de nervosité nouveau dans la province. M. Duplessis était un premier ministre qui valait bien M. Taschereau. Le peuple a subi celui-ci quinze années; après trois ans, il rejette celui-là. À quoi cela tient-il, si ce n'est à l'insatisfaction générale? On espère qu'un changement apportera une amélioration aux conditions matérielles. Et plus ça change...

Autre fait: l'*Union nationale* n'a pas, comme le parti libéral, une longue tradition politique qui lui permette de compter sur un fanatisme permanent. L'*Union nationale*, c'était Maurice Duplessis. Et la lutte s'est faite âprement, violemment, contre cet homme. Lutte personnelle dirigée par un parti contre un individu. En dépit de vigoureuses ripostes, il ne pouvait vraiment pas sortir vainqueur d'un combat aussi inégal.

3. le pacte tacite, conclu on ne sait quand, entre la province et le parti libéral.—Ce motif apparaît fantaisiste à première vue; il n'en est rien. Le parti libéral a acquis la vigueur d'une institution liée au destin canadien-français; il plonge ses racines très loin dans le sub-

conscient de notre peuple, à l'égal, chez certains individus, de la foi religieuse. C'est peut-être une tristesse de notre vie nationale, mais cela explique les redressements inattendus du parti libéral. Il correspond à une vague aspiration de notre peuple qui lui pardonne aisément ses fautes et lui réserve une large part de ses ressources affectives. Le coeur a ses raisons que le sens politique ne connaît pas toujours.

4. le passage à peu près unanime des Anglo-Canadiens au parti libéral.—Les comtés à forte proportion anglo-saxonne sont acquis d'avance au parti conservateur. En 1936, ces électeurs ont voulu voir dans l'*Union nationale* un avatar passager, sans graves conséquences, du groupe conservateur. En 1939, après les déclarations autonomistes de M. Duplessis, la confusion n'était plus possible. Sans se fier aux lignes trompeuses des partis,—en quoi ils démontrent la solidité de leur jugement,—nos compatriotes anglais ont accordé leur appui aux hommes qui, dans les circonstances présentes, flattaient davantage leurs sentiments impérialistes. Et des comtés qui n'ont jamais élu un candidat libéral ont rompu la tradition et assuré la victoire du porte-étendard de M. Godbout.

Il faut se plier au fait accompli; "l'émigration à l'intérieur" est une attitude de refus. Pendant quelques années, nous aurons à Québec une équipe d'hommes pour qui un éloignement momentané du pouvoir et de ses tentations aura peut-être été le commencement de la sagesse. Leur chef, M. Godbout, possède, semble-t-il, des qualités solides de bon sens et de pondération; cela vaut parfois aussi bien qu'un esprit brillant. Pourvu que son

entourage ne le rende pas prisonnier de leurs conceptions surannées, nous estimons qu'il est de taille à administrer sainement la province.

Il reste que l'élection provinciale aura été la méconnaissance totale de notre autonomie; on aura même entendu un ministre fédéral s'attaquer au premier ministre sur la question des finances provinciales, ce qui paraît nettement contraire à l'esprit fédératif. Empiètement qui s'ajoute à tous ceux qu'on accumule à Ottawa: impôts directs, banque centrale, administration unitaire des ports, assistance-chômage, etc. Mais ces questions n'intéressent plus que quelques originaux démodés...

La défaite électorale de l'*Action libérale nationale* n'a surpris personne, si ce n'est par son ampleur. On aurait pu espérer qu'une partie notable de notre population eût compris la politique préconisée inlassablement par M. Gouin. Il est trop tôt pour savoir ce qu'il adviendra de ce groupement; quoi qu'il en soit, il aura été une tentative d'épuration qui n'aura pas été vaine, même si ses champions n'ont pas reçu la récompense légitime de leurs efforts. Dans son message radiophonique, d'une très belle inspiration, M. Paul Gouin a sans doute tenu des propos prophétiques, quand il a prévu le jour prochain où "l'on comprendra la sincérité de nos paroles et la tragique vérité des avertissements que nous avons donnés à notre population et qu'elle n'a pas voulu entendre".

La guerre sainte

M. Mackenzie King serait-il atteint d'un virus messianique? Songerait-il à s'égalier à Pierre L'Ermite dans

la prédication d'une nouvelle croisade? Cet homme si placide céderait-il sur le tard à une poussée de lyrisme jusqu'ici étouffé? Toutes les conjectures sont plausibles, après la lecture de son discours à la nation canadienne, où il tente de définir nos buts de guerre.

Déjà le soir même du succès de M. Godbout, il avait déclaré que "le Canada pourra maintenant aller de l'avant plus que jamais dans sa détermination de mettre complètement à contribution les ressources du Dominion à la poursuite de la victoire". Dans cette "poursuite", on le voit, il n'est pas de sacrifice que M. King ne soit disposé à imposer au peuple canadien.

Dans son allocution à la T. S. F., notre Premier a été beaucoup plus loin. Soulevé par un enthousiasme immodéré, il n'a pas hésité à quitter le domaine des faits pour emboucher l'olifant et sonner le ralliement. Il faut méditer soigneusement ce passage de son texte. "Nous en sommes au point que le salut de notre civilisation chrétienne exige le sacrifice de nos vies. Les jeunes gens qui s'engagent dans nos armées de terre, de mer et de l'air sont donc, avant tout, et par-dessus tout, des défenseurs de la foi". On ne saurait être plus précis. Dommage que de semblables affirmations transgressent aussi clairement les lois du réel!

S'agit-il d'une guerre sainte à livrer contre le paganisme? Cela ne semble pas très évident. Nous ne défendons pas ici le régime inhumain établi par le national-socialisme; nous souhaitons autant que quiconque son écroulement. Ce qui ne nous empêche pas de considérer avec un égal dégoût le système du communisme autoritaire

et bureaucratique à la Staline. Or, l'on admettra sans peine que notre gouvernement, fidèle à l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne, démontre beaucoup moins de rigueur à l'égard de l'URSS que du Reich. On a tenté vainement pendant de nombreuses semaines d'amener la Russie dans le camp des Alliés; aujourd'hui encore, Londres s'apprête à conclure avec Moscou un accord commercial. A quoi cela tient-il, si ce n'est au désir de se ménager le plus d'appuis possible; conduite justifiable au reste sur le plan diplomatique, mais qui nous éloigne beaucoup de la lutte sacrée en faveur des valeurs chrétiennes. Au demeurant, peut-on raisonnablement soutenir que l'entente récente de la Turquie et des Alliés soit une preuve de notre volonté de combattre pour le Christ? La Sublime Porte n'a jamais été, que je sache, la sauvegarde de la Croix.

Assurer le triomphe de la démocratie? Ne généralisons pas à l'excès, en attribuant toutes les vertus démocratiques aux Alliés. La France et la Grande-Bretagne, même si cette dernière n'est qu'une oligarchie aristocratique, défendent les libertés essentielles de l'individu. Il en reste d'autres. Une démocratie, la Pologne de Pilsudski et de Smigly-Rydz? Une démocratie, la Roumanie où le roi Charles vient de noyer dans le sang l'assassinat du premier ministre Calinesco? Une démocratie, la Grèce de Jean Métaxas, où toutes les formes du parlementarisme sont en vacances illimitées? Une démocratie, la Turquie forgée par Ataturk et continuée par Ismet Inonu? Et pourtant, ce sont là les pays pour lesquels nous nous battons. N'oublions pas, de grâce, la signification des mots.

Nous poursuivons, à n'en pas douter, une guerre juste. C'est-à-dire une guerre qui ne torture pas notre conscience. Ce qui ne signifie pas que nous avons l'obligation morale de participer au conflit. Mais cela, c'est déjà de l'histoire. Il existe des valeurs qu'il importe d'abord de défendre chez soi plutôt que de compromettre leur existence en intervenant dans des contrées éloignées. Beaucoup de distinctions seraient à établir, qui infirmeraient sensiblement la thèse inexacte de M. King.

Pendant ce temps, M. Crerar est rendu à Londres et discute des moyens à prendre pour rendre notre concours plus effectif. Il n'a pas manqué d'interpréter la défaite de l'*Union nationale* comme le sceau de l'unanimité canadienne. Ces pourparlers entre les divers représentants des Dominions jettent les bases du futur cabinet impérial. L'histoire se répète avec monotonie.

Le Canada devient le centre aéronautique de l'Empire. Plus de 25,000 aviateurs venant de toutes les parties du Commonwealth sauf de l'Afrique-Sud, qui conserve à cet égard son autonomie, recevront leur entraînement au Canada, au coût approximatif de \$700,000,000. C'est le début d'une solide organisation militaire de tous les pays soumis à la Couronne britannique. Cet événement dépasse la portée de la guerre présente. Il indique l'intention de former une association capable de se porter à tout endroit menacé. Ainsi une attaque allemande ou japonaise en Australie déterminerait l'ébranlement de la vaste machine. Le Canada, simple partie d'un tout, peut participer à un conflit asiatique ou africain, tout aussi bien qu'à une guerre européenne. De plus en plus, nous sommes liés.

Le discours de Lindbergh

Il n'a pas bonne presse au Canada. Le héros jeune et blond qui, sans tapage, un jour de 1927, s'envola d'Amérique pour se poser sur le terrain du Bourget, après avoir accompli l'un des plus hauts exploits de notre temps, — Charles Lindbergh reçoit une bordée d'injures pour avoir parlé posément le langage de la raison.

Qu'a-t-il dit de si répréhensible? Il a rappelé aux Canadiens que droits et devoir sont en étroite corrélation, que la protection des Etats-Unis, dont nous sommes fiers, suppose implicitement que nous ne manoeuvrons pas de façon à pousser notre voisin dans une guerre où ses intérêts ne sont pas en jeu. "Nous devons protéger nos nations-soeurs américaines contre l'invasion étrangère, tant pour leur bien-être que pour le nôtre. Mais, en retour, elles ont un devoir envers nous. Elles ne doivent pas nous mettre dans la situation d'avoir à les défendre en Amérique pendant qu'elles sont engagées dans des guerres à l'étranger... Nous désirons la plus grande amitié avec les gens du Canada. Que leur pays soit jamais attaqué, notre marine défendra leurs mers, nos soldats se battront sur leurs champs de bataille, nos aviateurs mourront dans leur ciel. Mais ont-ils le droit d'attirer cet hémisphère dans une guerre européenne simplement parce qu'ils préfèrent la couronne d'Angleterre à l'indépendance américaine?" L'expression est nette, tout est dit sans ambages. Je conçois que les amateurs de périphrases et de circonlocutions aient été choqués de cette franchise.

Lindbergh s'oppose à la levée de l'embargo sur les armes. Contrairement aux intérêts financiers qui ont réussi à vaincre la résistance du groupe isolationniste, il estime que l'honneur des Etats-Unis n'a rien à voir dans le trafic des engins de destruction. Guerre pour la démocratie? Lindbergh n'y croit pas beaucoup. "C'est une guerre pour la balance du pouvoir en Europe, une guerre qui est amenée par le désir d'exercer la force, de la part de l'Allemagne, par la crainte de la force, de la part de l'Angleterre et de la France... La dernière guerre a été gagnée avec notre aide, mais ni la justice ni la démocratie pour lesquelles nous nous sommes battus ne sont sorties de la paix qui a suivi notre victoire."

On comprend sans peine que pareil exposé soulève la colère des impérialistes. La *Montreal Gazette* ("the talking fool"), la *Vancouver Province* ("an agent of Hitler"), le *Toronto Telegram* ("an amateur statesman"), l'*Ottawa Citizen*, le *Toronto Globe & Mail* se sont accordés pour exprimer vertement leur mépris pour le célèbre aviateur. La violence de cette réaction plaide en faveur de la justesse de pensée du discours incriminé.

Il nous importe assez peu de savoir si Lindbergh parlait en son nom ou s'il se faisait le porte-parole de tel ou tel groupe. Nous examinons son texte en lui-même, ou, comme disent nos gens de loi, à sa face même. Sa dialectique rigoureuse et simple emporte notre adhésion. Il y aura au moins au Canada certaines gens qui n'auront pas faussé le sens de ce message pour satisfaire à leurs désirs.

Roger DUHAMEL

Participer !

Le verdict de l'élection de Québec est loin d'être aussi clair qu'on l'a bien voulu dire en certains quartiers. Oh! sans doute, le peuple de la Province a indiscutablement voulu remettre les libéraux au pouvoir. Mais pourquoi? Peut-être parce qu'il en avait assez de M. Duplessis (vote provincial). Peut-être parce que, notre participation étant un fait, il préfère encore M. Lapointe aux risques d'une élection générale et de ses suites possibles. Ce n'est pas à moi de discuter en ce moment si, en jugeant ainsi, il a eu tort ou raison. Mais devant la possibilité d'un vote influencé par l'un ou l'autre facteur ou par les deux, la conclusion d'un Québec ayant voté pour le principe même de notre participation à la guerre actuelle est pour le moins forcée.

Bien plus, si l'on admettait que le second facteur fût le seul à avoir influencé le vote — et cela est plus que douteux —, il serait encore exagéré d'affirmer que l'élection du 25 octobre donne carte blanche au gouvernement fédéral dans la poursuite de la guerre. Ce que tous les ministres fédéraux venus dans Québec ont demandé à l'électeur de ratifier, c'est le fait accompli de la guerre et la promesse d'une politique de participation "dans les limites de nos moyens", excluant en toutes circonstances la conscription ou service obligatoire des hommes. Ces faits indiscutables étant posés, on voit tout de suite l'extrême importance pour les citoyens de savoir ce que signifie, dans toutes ses nuances, le mot participation et ce qu'il comporte. Comment pourraient-ils autrement juger de la limite de nos moyens en la matière?

Essayer de faire un peu de lumière sur cette question est l'objet de la présente chronique. On ne doit pas s'attendre toutefois à de très grandes précisions sur une situation telle que, comme le disait le ministre des Finances, "personne ne peut prévoir avec la moindre assurance ce qui nous attend".¹ Et le ministre des Finances a, vous le pensez bien, d'autres lumières sur le sujet qu'un profane comme moi, encore loin de connaître les secrets, bien gardés, des dieux.



Le stade le plus bénin de la participation, c'est celui où, nous mettant en état de guerre afin de limiter nos relations économiques à nos alliés et aux neutres, nous nous contenterions d'assurer notre propre défense et de conduire des relations commerciales *normales* avec la Grande-Bretagne. Le mot *normal* signifie ici que nous utiliserions, à son maximum sans doute, notre capacité de production actuelle afin de satisfaire les besoins de l'Angleterre, mais sans adapter nos industries à des productions de guerre, ni sans pousser spécialement le développement de nos ressources à pareille fin.

Au budget de l'Etat, le maintien sur pied des 40 à 50 mille hommes qui semblent nécessaires à notre défense, avec leur équipement, les armes de défense et munitions, ne se traduirait sans doute pas, à en juger par les budgets du temps de paix, par une dépense inférieure à 150 ou même 200 millions de dollars annuellement. Quant au côté économique, nous perdrons un commerce d'une

¹ *Débats de la Chambre des Communes*, 12 septembre 1939, pp. 155 et ss.

dizaine de millions de dollars et souvent moins avec l'Allemagne, vite regagné par un accroissement de nos ventes à l'Angleterre. Comme notre économie ne serait pas spécialement adaptée aux besoins de guerre d'autre part, l'augmentation de notre commerce extérieur ne serait vraisemblablement pas très considérable. Il le serait sans doute assez pour rendre plus facile la réadaptation encore incomplétée de notre économie aux secousses subies du fait de la guerre de 1914-1918. Le seul désavantage d'une telle participation serait d'accroître d'environ les 2/5 un budget de dépenses déjà parmi les plus élevés de notre histoire financière, ne le cédant qu'à ceux des années 1918 à 1920; d'autre part, les recettes croîtraient sans doute quelque peu du fait de l'amélioration des affaires.

Un pas plus en avant dans la participation nous conduirait à laisser libres nos hommes d'affaires de se consacrer à des productions de guerre et d'y adapter leurs industries. Mus par leur intérêt surtout immédiat, ils se lanceraient sans doute de ce côté dans l'espoir de réaliser de gros bénéfices; mais le même intérêt et leur expérience en affaires les détermineraient à prendre une marge importante de profit, afin de s'assurer contre une guerre courte (une période de 4 ans peut être relativement courte à ce sujet) et de rentrer rapidement dans les dépenses considérables encourues aux fins de construire de nouveaux établissements ou de transformer les anciens à des buts de guerre.

Il n'est pas impossible que, instruits par l'expérience de la dernière guerre, certains industriels refuseraient,

comme aujourd'hui aux Etats-Unis, d'accepter les commandes de guerre en se disant: "Souvenons-nous de la crise qui a suivi la précédente guerre et qui a balayé tous les profits que nous avons gagnés, nous laissant dans une plus mauvaise position que nous n'étions auparavant".¹ Mais s'ils marchaient et même s'ils parvenaient à couvrir leurs dépenses, cela ne suffirait pas à nous garantir contre toute perte. Pendant la guerre, l'augmentation de notre commerce extérieur, donc l'amélioration des affaires créerait une atmosphère de prospérité favorable au budget de l'Etat notamment. L'après-guerre nécessiterait toutefois une réadaptation, même si des capitaux ont été accumulés pour remplacer les capitaux détruits ou rendus inutiles; il faudra que ceux-là trouvent à s'employer soit dans la production locale, soit dans la production pour l'exportation. Ce sont là des mouvements qui comportent des aléas, avec des possibilités de chômage temporaire d'un nombre important d'ouvriers, ou même d'un chômage ayant un certain caractère de permanence si les conditions se révélaient telles que les capitaux en question dussent chercher un emploi à l'étranger. Et si nos industriels allaient, par suite d'erreurs dans leurs prévisions ou d'intervention gouvernementale, ne pas reconstituer leurs capitaux, il va de soi que les conséquences seraient encore plus graves, comme nous l'allons voir incessamment sous une autre étape à peu près identique dans ses résultats, sinon dans sa forme même.

Il s'agit du cas où non seulement le gouvernement laisse les industriels libres de suivre la voie de leur choix,

¹ Voir *l'Actualité Économique*, octobre 1939, p. 481.

mais décide de mobiliser les forces de production afin de transformer le pays en un véritable arsenal pour servir ses alliés. Il peut y arriver en permettant aux industriels de prendre tous les profits nécessaires à couvrir l'amortissement élevé des industries de guerre; nous retombons en somme alors dans le cas précédent, avec cette différence que l'enrégimentation industrielle ne permet plus aux producteurs de s'esquiver, d'où une orientation plus complète vers l'économie de guerre. Les avantages et les inconvénients indiqués ci-dessus — profits temporaires, mais réadaptation brutale et difficile — se trouvent donc amplifiés. Le gouvernement peut aller plus loin: il peut empêcher les prix de vente de s'élever au-dessus du niveau normal, ou en tout cas d'un niveau inférieur à celui qu'exigerait le caractère hasardeux des industries de guerre; il peut limiter les profits en s'emparant, par l'impôt, des surplus de bénéfices.

Dans le premier cas — limitation du prix de vente — le pays se viderait de sa substance au profit des alliés. Il est évident en effet que, si un industriel a construit des usines, acheté des machines, etc., pour produire des armes et munitions, il lui faut en retrouver le coût pendant leur durée utile, c'est-à-dire le temps de la guerre. Sinon, autant dire qu'il fait cadeau de son capital à ses clients; et comme son client est, en l'occurrence, étranger, son intérêt à lui s'identifie avec l'intérêt national. Sans doute, l'immeuble et les machines lui resteront; mais ils seront inutilisables en tout ou en partie. Dans la mesure où il faudra d'autres capitaux pour les transformer à des fins de production pour temps de paix, où ils constitueront

un excès d'outillage tel que, faute de clients intérieurs ou extérieurs, l'usine devra fermer ses portes, ils seront également sans valeur. Ce serait une perte sèche de capital pour la nation. Non seulement une réadaptation s'effectuera ici, comme dans le cas précédent, sous forme de mouvements de capitaux, mais la reconstitution du capital dilapidé ou l'emprunt à l'étranger, avec tous ses inconvénients, deviendront indispensables.

Une ère de crise grave s'ouvrira donc pour le pays à une date plus ou moins éloignée de la fin de guerre, selon les circonstances. Des usines fermeront leurs portes; des milliers d'ouvriers et d'employés seront jetés dans la misère. Après 1914-18,¹ nous avons eu la crise de 1929-39, avec des centaines de milliers de chômeurs, un million et plus de personnes vivant de la charité publique et privée; qu'aurons-nous, si un contrôle trop strict des prix et des profits vient encore accroître nos pertes? Les dévastations économiques (gaspillage des ressources naturelles et de capitaux) peuvent être assez considérables pour engendrer, comme le disait le secrétaire de l'Intérieur américain H.-L. Ickes, des misères aussi grandes que "si le pays avait été envahi".² Même si de telles productions sont payantes, si elles permettent la reconstitution du capital mis en jeu, il convient de noter d'ailleurs l'existence d'un préjudice national dans le temps: tout le

¹ Pour une analyse plus détaillée des effets de cette guerre et de ceux que produiront vraisemblablement celle-ci, voir ma chronique de novembre 1938, *Le coût de la Grande Guerre pour le Canada*.

² Voir *l'Actualité Économique*, octobre 1939, "Économie de guerre".

travail mis au service de la guerre n'accroît en rien le bien-être de la nation et tout accroissement de bien-être ainsi manqué ne se retrouvera jamais. C'est du temps perdu; et c'est quelque chose qui ne se rattrape pas.

Mais au lieu de limiter les prix de vente, le gouvernement peut laisser libre la réalisation de forts profits et s'emparer des bénéfiques soi-disant exagérés, par de lourds impôts. Alors, ce ne sont plus les nations clientes qui dévorent le capital de la nation vendeuse; c'est l'Etat, dans celle-ci, qui le confisque: la nation vendeuse elle-même ne perd donc rien — sauf du temps dans son avancement matériel, ainsi qu'expliqué ci-dessus—; seuls certains individus — actionnaires ou chefs d'industries — se voient frustrés, si leurs profits ne sont pas réellement exagérés. Et à cause de cela, le pays n'échappera pas davantage à une crise de réadaptation... qui peut être fort adoucie si l'Etat a été prévoyant et a accumulé dans un fonds les impôts nécessaires pour la faciliter. La question se pose donc de savoir ce que fera le gouvernement des sommes ainsi obtenues. Et cela nous amène à passer à une étape encore plus poussée de participation.

Ce sera celle où le gouvernement, outre les 150 ou 200 millions de dollars nécessaires à la défense du pays, décidera de dépenser lui-même pour l'achat de munitions, armes, matières premières, etc., à donner en quelque sorte en cadeau, directement ou indirectement, à ses alliés. Pour y arriver indirectement, il pourra, par exemple, faire encore un pas de plus dans la participation et organiser une faible force armée à envoyer sur le front commun, où elle recevra des quantités bien plus considérables

d'armes et munitions de toute sorte qu'elle n'en a réellement besoin, le surplus étant mis à la disposition des corps alliés. Il pourra vendre à crédit, sans espoir de remboursement, comme nous le verrons ci-après.

L'effet de ce nouveau développement participationniste porte surtout sur le budget de l'Etat. Mais venant s'ajouter à l'autre, il grandit en importance. Un Etat financièrement solide peut beaucoup pour faciliter le passage à travers une crise économique de réadaptation; si l'Etat s'engage lui-même dans la voie des dépenses, il lui devient impossible de prévoir, d'accumuler le fonds dont nous parlions tout à l'heure; la crise économique menace alors de se compliquer d'une crise des finances publiques et éventuellement d'une débâcle complète (cf. le cas de l'Allemagne après 1920). Il est, bien entendu, impossible de prévoir ce que pourra coûter une telle participation; l'aventure de 1914-18 nous avait coûté, en 1920, un milliard 670 millions de dollars; tout ce que nous savons de celle-ci, c'est ce que nous en a dit le ministre des Finances et il nous a laissé clairement entendre qu'elle coûterait encore plus cher.¹

Porterait également sur le budget de l'Etat l'étape plus avancée qui consisterait à se lancer de nouveau dans l'envoi de centaines de milliers de soldats outre-mer, par voie de volontariat ou de conscription: il faudrait équiper, nourrir, entretenir ces hommes et leur famille. Mais un autre inconvénient apparaît ici, d'ordre démographique, celui-là: le Canada est un pays vaste mais peu peuplé.

¹ Voir *Débats de la Chambre des Communes*, 12 septembre 1939, pp. 155 et ss.

un pays qui cherche à développer chez lui un véritable sentiment canadien; la participation en hommes lui enlève donc une part importante, même si elle était petite, de citoyens canadiens à être remplacés ensuite par des immigrants, chez qui il faudrait plus d'une génération pour refaire un véritable esprit canadien. Enfin un autre désavantage, plus relatif celui-là, de la participation exagérée en hommes, c'est qu'elle pourrait saboter l'efficacité de l'effort économique entrepris pour aider les Alliés, le pays se trouvant tout à coup incapable de fournir les bras nécessaires pour satisfaire aux demandes de production; cet inconvénient a d'ailleurs un aspect économique: celui d'engendrer fatalement la hausse des prix par la rareté des produits, conséquence de la rareté des travailleurs.

Indépendamment de cette forme de participation ou concurremment à elle, le gouvernement peut encore, outre donner des munitions et armements aux Alliés, leur consentir des crédits afin de leur permettre de payer ceux qu'ils achèteront au Canada. À partir de ce moment, l'argent étranger cesse d'entrer au pays. Les industriels sont payés pour les produits qu'ils vendent aux Alliés, mais c'est leur gouvernement qui les leur paie au nom des Alliés. Les Etats-Unis ont joué ce rôle pendant la guerre 1914-18; ils n'ont jamais été remboursés et il leur est dû actuellement 13 milliards de dollars, c'est-à-dire que la nation américaine a pratiquement fait cadeau aux Alliés d'alors de tout ce matériel. Le risque serait le même pour nous dans le présent conflit. Et comme le Canada n'est tout de même pas aussi riche que son grand

voisin, la création de pareils crédits nécessiterait des mesures d'inflation, donc des risques de hausse des prix, de dépréciation et éventuellement de faillite de la monnaie.

Le Canada, de plus, a des capitaux au montant de 500 millions de dollars environ, placés aux Etats-Unis. Il peut les mettre à la disposition de l'Angleterre pour acheter des Américains du matériel de guerre de toute sorte ou les utiliser pour des achats canadiens aux Etats-Unis, ce qui reviendrait au même si ces achats devaient se retrouver, après transformation, donnés ou vendus à crédit à l'Angleterre. D'une façon générale d'ailleurs, tous nos capitaux à l'étranger peuvent être ainsi rapatriés pour être engagés dans des productions de guerre avec les dangers de perte totale déjà signalés.

Enfin, il se trouve 2,700 millions de dollars en capitaux anglais placés au Canada. Si la guerre dure assez longtemps pour que l'Angleterre épuise en achats à l'étranger, aux Etats-Unis notamment, sa réserve d'or et ses placements américains, soit environ 5,226 millions de dollars, et si les Etats-Unis persistent dans leur politique de ne pas consentir de prêts aux belligérants, l'Angleterre pourrait, avec l'autorisation du gouvernement canadien, mobiliser ses placements au Canada, les vendre aux Américains et obtenir ainsi du pouvoir d'achat. Pour le Canada, cela signifierait la fin de l'équilibre résultant chez nous de la lutte entre capitaux anglais et capitaux américains et la domination économique quasi complète des Etats-Unis sur notre pays.

Voilà ce que peuvent être et signifier les différentes formes de participation dans lesquelles notre gouverne-

ment peut engager le Canada. Il reste au citoyen à déterminer la ou lesquelles conviennent à nos moyens. Il a besoin pour cela de connaître certains autres éléments. Et d'abord la situation économique du Canada.

On a dit à ce sujet que notre pays se trouve en meilleure posture qu'en 1914 pour aider l'Angleterre. Cela est exact, en ce sens que nos industries sont plus développées aujourd'hui qu'en 1914, notre population plus importante, donc notre puissance de production plus considérable. Mais c'est là voir la question du point de vue des Alliés, et non du point de vue canadien. De ce côté, au contraire, le Canada se trouve pris dans une guerre, en 1939, au sortir de la crise la plus pénible de son histoire, alors qu'en 1914, au contraire, il sortait de la période la plus prospère de cette même histoire, à date. De plus, il convient de se rappeler que la guerre de 1914-18, avec le suroutillage qu'elle y a engendré, est la cause première de la crise des dix dernières années.¹ Dans ces conditions, avons-nous le moyen de retomber dans les mêmes erreurs et de risquer une forme de participation qui aggraverait encore cette situation?

Après l'examen de la situation économique, voyons quel est l'état de santé de nos finances publiques. À cet égard aussi notre position n'est pas du tout comparable à celle de 1914. Notre dette fédérale n'est plus aujourd'hui de 42 dollars par tête, mais de 276. Si l'on veut d'ailleurs évaluer le fardeau qui repose sur le contribu-

¹ Voir à ce sujet ma chronique déjà citée sur le coût de la Grande Guerre, et un article de *l'Actualité Économique* de juin-juillet: "Le blé et notre politique agricole fédérale".

ble canadien en fait de dettes publiques au début de la présente guerre on arrive, en tenant compte de la dette fédérale, de la dette garantie par le fédéral, des dettes provinciales et des dettes municipales, à un chiffre minimum, par tête de population, de tout près de 700 dollars, soit 3,500 dollars pour la famille moyenne de cinq et 4,900 dollars pour la famille de cinq enfants au moins, très fréquente chez les Canadiens français. A ces diverses autorités publiques, le contribuable canadien verse en taxes, chaque année, plus d'un milliard de dollars, soit environ $\frac{1}{4}$ du revenu national.

Ceci étant donné, quels sont nos moyens? Quelle somme pouvons-nous consacrer à une participation dans "les limites de nos moyens"? Rappelons d'abord, à titre de comparaison, que notre participation de 1914 a dépassé les limites de nos moyens. La meilleure preuve en est que dans l'espace de 25 ans nous ne sommes même pas parvenus à en digérer la moindre partie. La dette de quelque 1,300 millions de dollars assumée alors, nous l'avons rejetée à des échéances plus lointaines; nous ne l'avons jamais remboursée. Bien plus, sous l'effet de la crise, contre-coup de la guerre, nous avons dû l'accroître de 700 millions de dollars au fédéral et 500 millions dans les provinces. Comment a-t-on pu dépasser la limite de nos moyens? Voilà qui est certes intéressant à connaître.

On eût pu recourir à l'inflation et imprimer du papier-monnaie. Ce n'est pas ce qu'on choisit. On reporta la charge financière de la guerre sur les générations futures: on emprunta. La promesse d'un intérêt et d'un remboursement servit d'encouragement au contribuable à se

priver sans grogner du pouvoir d'achat qu'il avait gagné, au lieu de l'engager dans des entreprises de production ou de l'utiliser pour des fins de consommation. C'est un moyen, comme l'admettait le ministre des Finances dans son exposé budgétaire,¹ d'éviter "l'imposition d'une taxe telle qu'elle accaparerait presque entièrement l'épargne des particuliers". L'épargne ne s'en trouve pas moins accaparée; elle ne l'est pas sous forme de taxe, tel est le secret.

Si le contribuable estime que la présente participation doit rester dans les limites de nos moyens, il devra donc exiger que son gouvernement finance la présente guerre uniquement par l'impôt et que notre capacité et notre volonté de payer l'impôt lui servent d'indication de la somme à consacrer à la guerre, sous forme de dépenses, de dons ou de crédits. S'il admet l'inflation et l'emprunt, la porte restera grande ouverte, car le gouvernement lui-même ne peut plus voir la limite de nos moyens; seule la faillite viendrait lui révéler qu'il l'a dépassée, donc au moment seulement où il serait trop tard.

Au contribuable de décider maintenant ce qu'il estime devoir être une participation dans la limite de nos moyens. Participation en hommes: croit-il que le Canada a le moyen de sacrifier tous les 25 ans une partie de ses citoyens, à être remplacés ensuite par des immigrants? croit-il qu'une nation canadienne, qu'un sentiment canadien puisse ainsi se constituer? Participation économique: croit-il que le Canada a le moyen de prendre le risque de connaître d'ici peu une crise plus grave

¹ *Débats de la Chambre des Communes* déjà cités.

encore que celle qu'il a connue depuis dix ans? Participation financière: croit-il que le Canada puisse ajouter une couple de milliards de dollars et plus à sa dette sans risquer la faillite? s'il opte pour une participation économique complète,¹ notamment, croit-il que le gouvernement devrait ou ne devrait pas réserver ses forces financières à atténuer les misères de la crise d'après-guerre et à faciliter la réadaptation de notre économie? Selon ses opinions sur ces questions et à partir de l'analyse qui précède des diverses phases de participation et de leurs conséquences, il lui appartiendra de faire entendre ce qu'il veut être les limites de notre participation et de demander par l'intermédiaire de ses représentants officiels les mesures de prudence qu'il estimerait nécessaires.

François-Albert ANGERS

Les Canadiens-français et la participation

à outrance

"Ce peuple (canadien-français) ne jouit en Amérique et dans l'ensemble du Canada, que d'une existence nationale précaire. Il n'a que juste ce qu'il lui faut d'effectifs humains et de ressources matérielles pour préserver son intégrité propre contre les envahissements voisins. Il est à l'état de perpétuelle défensive. On ne saurait donc jamais parler, à propos de lui, dans le cas d'une intervention libre en territoire européen, de *saignée à blanc*. Ou pour mieux dire, les plus légers excès auxquels il se verrait entraîné du fait de l'intervention équivaldraient pour lui à la saignée fatale".

Gustave Lamarche, C.S.V.

(*Les Carnets Viatoriens*, octobre 1939.)

¹ Ce terme exclut les dépenses du gouvernement (dépenses, dons aux Alliés, crédits), qui tombent dans la participation financière puisqu'ils posent un problème de finances publiques. Il comporte seulement l'idée d'un Canada devenu fournisseur, de l'Angleterre en matériel de guerre.

Vie de l'esprit

Sur deux congrès

L'Association canadienne-française pour l'Avancement des Sciences (ACFAS) entre dans sa seizième année. Elle n'est à vrai dire bien connue du grand public et du monde scientifique à l'étranger que depuis une huitaine d'années, c'est-à-dire depuis son premier congrès annuel, en 1932.

Le septième congrès de l'ACFAS, donc, a eu lieu récemment à Québec. 160 communications étaient au programme. Ces contributions sont le fruit du travail accompli par nos hommes de science dans tous les domaines depuis un an. Leur simple énumération indique assez bien notre orientation dans toutes les provinces de la science. Elle fait aussi voir la diversité des recherches suscitées chez nous ces dernières années. Mais le principal mérite de ces communications — comme d'ailleurs du congrès lui-même et peut-être des congrès en général — c'est de donner lieu à un échange d'idées que remplacent bien imparfaitement les discussions écrites.

Le programme de l'ACFAS comprend, d'ailleurs, chaque année un discours par le président sortant, lors de l'ouverture du congrès. Il est de tradition dans les associations similaires que ce discours ait une allure synthétique, fasse le point dans un domaine qui relève tout spécialement de la compétence de l'orateur. Cette année, le Dr Edmour Perron, président sortant, avait choisi comme sujet: "La merveilleuse découverte des Rayons-X et son écho au Canada français". Où nous avons appris

qu'à la fin du siècle dernier, il existait chez nous des hommes très au fait des progrès récents de la science. Le soir de la seconde journée, c'était M. Zéphirin Rousseau qui faisait revivre pour nous la figure de Provancher.

Ces évocations nous ont permis, comme souvent déjà, de mesurer le chemin parcouru depuis les temps héroïques de Provancher, Brunet et Mgr Laflamme. Le Dr Georges Préfontaine, d'ailleurs, dans son discours présidentiel au banquet de clôture, a rappelé les buts et les réalisations de l'ACFAS.

Cette association est moins que toute autre une société d'encensement mutuel. Mais si l'on feuillette les comptes rendus de ses sessions annuelles depuis 1933, on prend en même temps la température de notre production scientifique. Comme d'autres oeuvres couronnées de succès depuis 10 ans, l'ACFAS, sans doute, venait à une heure où nous étions prêts à produire. Pour ceux qui connaissent son histoire, la fédération de toutes nos sociétés scientifiques n'apparaît pas, cependant, comme un phénomène spontané. Nul ne peut ignorer qu'elle est due non pas à la maturité de tous les esprits et encore moins à celle du milieu, mais à la volonté acharnée et au travail inlassable de quelques-uns.

Il ne faudrait pas croire que l'époque des pionniers est révolue pour nous. Les buts immédiats que se proposait l'ACFAS, elle est très consciente de ne les avoir atteints qu'en partie. Elle a voulu donner aux travailleurs isolés pour qui la diffusion de leurs résultats est difficile, une tribune; elle a voulu encourager les jeunes à entrer dans le mouvement scientifique et à commencer tôt à y parti-

ciper; elle a voulu stimuler une production de plus en plus originale de la part des sociétés affiliées; elle a voulu, d'une façon générale, coordonner, réunir en faisceau les énergies qui, isolées, demeurent inopérantes; elle a voulu enfin faire connaître à l'étranger notre milieu scientifique. Tout cela, l'ACFAS l'a fait et continue de le faire. Désormais le Canada français existe sur la carte scientifique du monde. Osons croire que cette place sera un jour l'une des plus belles.



Les 18 et 19 octobre avait lieu au Jardin Botanique de Montréal le III^e congrès de la Corporation des Agronomes du Québec. Cette association est encore très jeune et manifeste la vitalité un peu exubérante propre à son âge.

Il n'est que de voyager un peu — et singulièrement dans les grands pays d'Europe — pour se faire une idée de la tâche accomplie par notre corps agronomique, au Canada, et plus particulièrement dans la province de Québec. Les résultats pratiques atteints par notre organisation agronomique sont déjà très éloquents. Ce qui ne l'est pas moins, c'est la conscience que veulent prendre les agronomes de leurs responsabilités et mieux encore de leur personnalité comme groupe.

M. Henri Bois, le président de la corporation, a été l'un des premiers à comprendre et à dire la nécessité d'une meilleure définition de la personnalité et des fonctions de l'agronome. Ses idées triomphent aujourd'hui et c'est pour le plus grand bien de notre agriculture.

Ce congrès coïncidait avec celui de l'U. C. C. et ce fut l'occasion pour les deux groupements de se rencontrer et de faire un premier essai de délimitation de leurs positions respectives.

Pierre DANSEREAU

Technique de la propagande

Comment organiser la propagande de la revue? nous demandent quelques abonnés.

1. La publicité la plus efficace est encore celle qu'un ami fait auprès de son ami. Ce mode individuel, plus lent mais plus sûr, exige de la persévérance mais ne manque jamais de porter des fruits.

2. Veut-on faire connaître l'ACTION NATIONALE dans un milieu qui l'ignore? Alors on peut organiser une réunion publique; la revue y délèguera l'un de ses rédacteurs. Le conférencier traitera d'un problème connexe et en profitera pour exposer les idées principales de notre groupe. Ce moyen a déjà réussi dans le passé; il suffit qu'une société locale de la Saint-Jean-Baptiste, une Chambre de Commerce des jeunes, une Société historique, etc. prennent l'initiative de la réunion et défraient les dépenses du conférencier.

3. Réunion privée: on ne s'adresse plus au grand public, on invite une quinzaine de personnes, non abonnées mais susceptibles de s'intéresser à l'ACTION NATIONALE. Le directeur prend contact avec ce petit groupe et lui explique le rôle que la revue entend jouer. Procédé moins tapageur mais plus efficace que le précédent. Les deux se complètent très heureusement.

4. Enfin, dans les collèges et couvents, même manière d'agir, adaptée au milieu: conférence devant les élèves les plus âgés, rencontre individuelle avec ceux qui portent déjà de l'intérêt au mouvement. Après quoi l'on s'organise pour distribuer régulièrement la revue au numéro (au prix spécial consenti aux collégiens).

S'adresser au Directeur de l'ACTION NATIONALE, 2182, rue Marcil, N.-D. G., Montréal.

LES LIVRES

Le peuple est-il éduicable ?

Par le Rév. Père Gonzalve Poulin, O.F.M. Aux Éditions de l'A. C. F., Montréal, 1939.

On s'étonne parfois que l'Angleterre soit le pays où la démocratie produit les meilleurs résultats. Le livre du Père Poulin nous en apporte certainement une explication: depuis le début du XVIII^e siècle on s'y occupe de l'éducation du peuple, et avec des succès non équivoques. C'est l'objet principal de la présente étude de nous le démontrer. Chez nous, où bien peu de tentatives ont été faites dans ce domaine, quoi d'étonnant que notre peuple ne soit pas à la hauteur de ses problèmes et qu'ayant en main son propre sort, par la politique, il le dirige le plus souvent si mal ?

Mais la faute n'en est pas au peuple. Si ces masses avaient possédé une élite capable de les orienter vers leur destin historique! s'exclame le Père Poulin dans sa préface. "Il semble en fait, dit-il ailleurs, que l'élite universitaire se soit constituée comme une classe privilégiée plutôt que comme un service". Pourtant "une élite n'a de raison d'être que si elle est tournée vers le peuple, si elle est capable d'agir sur lui comme un levain spirituel (...). Quelle erreur de croire à un ordre nouveau sans la collaboration active du peuple." Vérité devenue, certes, fulgurante!

La tâche de l'éducation du peuple chez nous est donc urgente; elle est possible, l'exemple des autres pays nous en fournit la preuve; il faut donc s'y mettre sans tarder et c'est à l'Université à en prendre l'initiative, à s'en constituer le centre. Voilà la conclusion générale de l'auteur. L'exemple anglais qu'il nous apporte, les éléments de pédagogie des adultes qui s'en dégagent sont susceptibles de nous servir de guide.

François-Albert ANGERS

"All right, Mr. Roosevelt"

Par Stephen Leacock, Oxford Pamphlets on World Affairs.

Auteur d'une quarantaine de volumes et d'innombrables articles, M. Stephen Leacock traite de tous les sujets avec humour et finesse, ce qui n'exclut pas à l'occasion la profondeur et l'acuité des vues. Il vient de faire paraître une

brève étude sur les relations canado-étatsuniennes, dans une collection d'opuscules dont la plupart sont fort intéressants.

M. Leacock se plaît à souligner l'harmonie qui a toujours existé, au cours de notre histoire commune, avec les États-Unis. Il y a bien eu 1775, 1812, les rivalités commerciales de 1849, quelques autres heurts, mais quelle importance cela peut-il avoir entre des parents qui se jugent très ressemblants, qui ont les mêmes goûts et les mêmes ambitions et qui, au fond, s'aiment bien? L'auteur tire argument de certains chiffres pour établir cette compénétration réciproque. Ainsi, de toutes les personnes nées au Canada et qui vivent encore, 14 pour 100 demeurent aux États-Unis, soit 1,250,000. Inversement, 35,000 Étatsuniens d'origine habitent parmi nous. M. Leacock nous rappelle que de 1875 à 1890, environ 150,000 Canadiens français ont franchi la frontière, dans l'espoir d'un sort plus clément. Mouvement qui a sa contrepartie, au point de vue canadien tout court qui n'est pas le nôtre, dans l'invasion de nos prairies par 600,000 Étatsuniens. Si bien qu'à la fin du siècle dernier, on a pu calculer que pour 1,000 immigrants venant au Canada, 726 d'entre eux, après un stage plus ou moins prolongé chez nous, traversaient la ligne quarante-cinquième.

M. Leacock voit dans ces faits, et dans plusieurs autres qu'il signale, la confirmation de la grande fraternité américaine. Il est permis d'y voir aussi le danger d'une uniformisation matérielle et intellectuelle trop poussée, où nous savons très bien ce que nous perdrons, même si nous doutons encore de ce que nous gagnerions.

Roger DUHAMEL

L'Épée de feu

Par Daniel-Rops. Roman. Chez Plon, Paris, 1939.

Daniel-Rops dépeint cette fois la famille d'un grand banquier, personnage considérable et malheureux, dont le foyer est rongé par une sorte de sécheresse intérieure et par un froid désespoir. L'auteur fait refluer jusqu'à nous la tristesse et l'amertume que ces êtres, socialement forts, ou révoltés, ou médiocres, renferment au plus profond d'eux-mêmes. Tous sont terriblement conscients de leur pauvreté, en sont déchirés, font un violent effort pour briser le cercle de fer où leur vie est enchaînée; quelques-uns vont y réussir, tandis que les autres s'enfoncent dans la stérilité des résignations terrestres.

Le style dépouillé de Daniel-Rops, qui se refuse aux efforts faciles, crée une atmosphère intense. Sa technique de romancier nous semble presque trop parfaite; par mille artifices, ce long récit (530 pages) nous fait pénétrer les milieux les plus divers — ouvriers, grands et petits bourgeois, syndicalistes, révolutionnaires, chrétiens... — noue et dénoue vingt actions parallèles, amorce des ascensions et laisse prévoir des chutes définitives, ce long récit n'en garde pas moins la plus rigoureuse unité de temps; tout s'y découle en l'espace de vingt-quatre heures. C'est renouveler l'exploit du *Six octobre*, sans prendre les libertés que s'octroie J. Romains, qui procède par tableaux dispersés et sont les personnages vivants sans communication les uns avec les autres. Ici, l'action est sévèrement ramenée à l'unité.

Daniel-Rops interprète l'univers; son regard transfigure les êtres et va chercher en eux ce qui est plus eux-mêmes qu'eux-mêmes. Je songe en particulier à M. Deaucourt, à Sylvie et Abel, ses enfants, et peut-être à Nadja, qui sont des figures authentiques et colorées. Parfois le procédé porte à faux; le personnage paraît alors arbitraire, c'est-à-dire inexistant — cf. Smirnine, type du révolutionnaire à froid qui paraît bien pâle auprès des créations d'un Plisnier (dans ses *Faux-Passeports*). Daniel-Rops a écrasé ces personnages secondaires sous trop d'idées, ils sont des concepts autant que des chairs humaines et l'on a l'impression d'un conflit dialectique plutôt que d'une crise psychologique.

L'Épée de Feu restera comme un document vivant de la génération d'après-guerre — ou plutôt, puisqu'il faut déjà modifier l'expression, de la génération qui a vécu sa jeunesse entre deux guerres.

A. L.

Courrier de guerre

La guerre et la jeunesse de langue anglaise

Quel jugement la jeunesse canadienne de langue anglaise porte-t-elle sur la guerre actuelle? On nous l'avait dépeinte comme plus vraiment canadienne que ses devancières; il a coulé de l'eau sous le pont depuis 1914, affirmait-on: la génération née au Canada n'est pas liée comme la précédente par des sentiments de fidélité passionnée à la mère-patrie; advenant une crise, son coeur ne serait pas disputé par des affections contradictoires, et la politique extérieure de notre pays devra tenir compte de ce nouveau facteur: il faudra qu'elle s'oriente en un sens nettement canadien et américain si elle veut obtenir l'appui des jeunes...

La réalité correspond-elle à cette anticipation?



Il est difficile de répondre catégoriquement. Déjà quand il s'agit de définir les réactions canadiennes-françaises, pourtant plus unanimes, l'observateur hésite et nuance son jugement. Dans le cas de la jeunesse de langue anglaise, dispersée à travers neuf provinces, de toutes les nuances de pensée, d'origines ethniques très diverses, la plus stricte prudence est de règle. Notons à ce sujet que la collectivité canadienne-française possède une conscience nationale plus ferme que les autres groupes canadiens.

Analysons cependant les renseignements que nous ont fournis de grandes associations de jeunesse anglo-canadiennes.

Le point de vue des Canadiens d'origine non britannique — allemands, ukrainiens, polonais, etc. — n'offrirait rien d'inattendu si j'en crois mes informateurs. Les sympathies à l'égard du pays natal, quand elles ne sont point étouffées par des mystiques politiques, y seraient le facteur déterminant. Par exemple, sans être aucunement disposé à trahir son pays d'élection, le jeune Allemand aurait appris avec peu d'enthousiasme la déclaration de guerre du Canada à l'Allemagne; par contre, ce serait dans les rangs de la jeunesse germano-allemande que se recruteraient les plus farouches antinazis, c'est-à-dire les partisans les plus ardents de l'intervention militaire — il ne s'agit là, on le conçoit, que d'une minorité—. Les Polonais dans leur ensemble seraient très favorables à la politique de participation d'Ottawa; on l'imagine sans peine.

De ce côté, enregistrons une extrême confusion. Les sympathies, là où elles apparaissent, sont d'ailleurs peu actives; il s'agit plutôt d'un préjugé favorable, qu'une adroite propagande ferait disparaître ou porterait à l'état aigu.

Dans la masse anglo-canadienne, on trouve ici et là des îlots d'objecteurs de conscience. Ils y sont beaucoup plus nombreux que chez nous: le pacifisme rencontre de ce côté plus d'adhérents; telle fraction de la C. C. F. et de l'United Church (cf. la déclaration des soixante-dix pasteurs), tel groupuscule s'opposent à l'idée même de la guerre, au nom de principes humanitaires ou évangéliques. Cette partie de l'opinion n'exerce actuellement qu'une influence très réduite.

De même ordre paraît l'influence communiste. On la mentionne ici parce qu'en l'espace de quinze jours le parti communiste canadien a complètement renversé sa politique sur la guerre; cette volte-face, opérée par tous les partis communistes du monde, coïncide de façon très curieuse avec l'entrée de la Russie soviétique en territoire polonais... Au vieux slogan "à bas la dictature fasciste", popularisé par tous les Fronts Populaires, est substituée depuis octobre une nouvelle formule: "à bas les guerres impérialistes". — La dernière élection provinciale illustra ce rapide changement d'attitude. Le parti communiste fit d'abord parvenir aux journaux une proclamation belliquement antiduplessiste, au nom des libertés ouvrières et du prolétariat bafoué. La semaine suivante, nouvelle proclamation et chambardement complet: "il est indéniable que malgré son rôle réactionnaire dans le domaine provincial, ce n'est pas Duplessis mais les Libéraux qui dans cette élection jouissent de l'appui unanime de la rue Saint-Jacques et de la haute finance". La circulaire communiste s'attaquait même au ministre King-Lapointe: "il [ce ministère] a adopté des mesures pour centraliser les pouvoirs à Ottawa de façon à mettre en danger les droits d'autonomie provinciale et à menacer la libre expression du Canada français, anticonscriptionniste et antiparticipationniste!" Et l'on aboutissait à cette conclusion plutôt inattendue que "dans cette campagne, le Parti communiste se présente comme le porte-parole le plus résolu des sentiments pacifiques et antiimpérialistes du peuple du Québec!"... En bref, le Komintern a

ordonné à ses filiales de saboter partout la défense nationale; celles-ci ne réussiraient vraisemblablement nulle part.

A l'autre extrême se situe la faction guerrière. Car elle existe chez les jeunes comme dans les autres générations. M. McCullagh, du *Globe & Mail*, ne peut-il être compté comme un jeune? Minoritaire, cette coterie dispose de moyens d'action très puissants. L'argent jingoe l'utilisera pour noyauter la plupart des organisations.

La masse de la jeunesse anglo-canadienne demeure méfiante. Elle a accepté la participation, loyalement, mais elle continue de s'interroger. Que signifie cette guerre? Elle est conduite au nom de la civilisation et de la chrétienté; ces mots ne masquent-ils pas des réalités moins pures, et les vrais buts de guerre ne seraient-ils pas impérialistes? Nos compatriotes ne se hâtent pas de répondre à ces questions. Comme nous, ils se montreraient volontiers fatalistes. Ce qui doit arriver arrivera, et personne n'y peut rien; au surplus, la presse que l'Anglo-Canadien lit quotidiennement s'efforce de le persuader qu'on l'invite à une guerre sainte; matin et soir lui arrivent des appels à l'abnégation, au patriotisme, et l'on tente de créer autour de lui une ambiance militariste. Dans les associations les plus puissantes, la jeunesse est gênée par ses bailleurs de fonds; ceux-ci ne lui permettraient pas une dangereuse indépendance d'esprit; aussi la tendance est-elle à éviter de prendre position, à remettre les questions à plus tard. "Nous sommes opposés à la conscription, me confiaient certains chefs de mouvement. Mais il nous est pratiquement défendu de le dire: nous nous mettrions à dos toute la vieille génération. Il faudrait

que le mot d'ordre vienne de chez vous: il nous serait plus facile d'emboîter le pas". Pendant ce temps, la propagande accomplit son oeuvre.

Cependant plusieurs milieux tentent de réagir. Eux aussi, ils comptent sur nous. Ils voudraient organiser la résistance à la conscription. Ils prendront plus volontiers des initiatives. Ils désirent cristalliser l'opposition latente qu'ils devinent chez les leurs à toute forme de participation excessive. Leur nombre reste indéterminé. Ils se recrutent dans toutes les classes mais ne constituent nulle part la majorité. Composent-ils le facteur déterminant, ou seront-ils noyés dans la vague impérialiste?

On ne saurait le dire à l'avance, mais une chose est certaine: cela dépendra de nous pour une part.

S'ils sentent de notre côté un appui solide, leur action s'engagera avec plus d'assurance. Dans leur esprit, Québec demeure le rempart contre l'impérialisme hystérique. Ils sont plus hésitants depuis le 25 octobre, à cause de l'interprétation belliciste que l'on a donnée de la victoire libérale. Sachons profiter de toutes les occasions pour leur répéter que, si Québec a changé de gouvernement et a cru prendre une police d'assurance contre la conscription en maintenant M. Lapointe à Ottawa, *sa pensée profonde n'a point varié*. Etablissons ces contacts partout où la chose est possible: les Canadiens français de l'Ouest, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont là un rôle fructueux à jouer.

De la sorte, nous aiderons le gouvernement King à garder ses dernières promesses.

André L.